



**Rapport de la quatrième réunion du Comité de Pilotage CCLME  
02 - 04 décembre 2013, Banjul, Gambie**

---

**Report of CCLME Fourth Project Steering Committee meeting  
02 - 04 December 2013, Banjul, The Gambia**



### **A propos du projet "Protection du Grand Ecosystème Marin du Courant des Canaries"**

Le Grand Ecosystème Marin du Courant des Canaries (CCLME) fournit des ressources alimentaire et économique vitales pour les populations côtières vivant en bordure du Grand Ecosystème Marin (GEM) et aussi pour une grande partie de l'Afrique de l'Ouest. Il assure une des plus importantes productions de pêche parmi les GEMs de l'Afrique et la zone côtière du CCLME procure également d'importants biens et services aux pays côtiers, notamment des habitats critiques pour les poissons, du bois provenant des mangroves et des espaces côtiers et marins pour l'agriculture, l'aquaculture, le développement urbain, le tourisme et le transport.

Le projet CCLME présente une originalité en raison de son approche stratégique combinant les pêcheries et la gouvernance dans la gestion de l'écosystème. Le projet vise à permettre aux pays participants de traiter les problèmes transfrontaliers prioritaires sur la pêche en déclin, les menaces sur la biodiversité associée et la qualité de l'eau par des réformes de gouvernance, des investissements et des programmes de gestion. Il favorisera la coopération parmi les pays partenaires du projet et assurera le suivi de l'état du CCLME en se basant sur les résultats scientifiques.

Le Cap-Vert, la Gambie, la Guinée, la Guinée-Bissau, le Maroc, la Mauritanie et le Sénégal se sont tous engagés à travailler ensemble dans le projet CCLME pour lutter contre la tendance à la dégradation du grand écosystème marin du courant des Canaries, causé par la surpêche, les modifications des habitats et les changements de la qualité de l'eau, en adoptant une approche écosystémique.

Le projet est financé par le Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) avec les cofinancements des pays participants et d'autres partenaires. Les partenaires actuels sont: l'Agence Française de Développement (AFD), la Commission Sous-Régionale des Pêches (CSR), le projet EAF-Nansen, l'Administration Nationale des Océans et de l'Atmosphère (NOAA) des États-Unis d'Amérique, le Programme Régional de Conservation de la Zone Côtière et Marine en Afrique de l'Ouest (PRCM), l'Agence Suédoise de Coopération Internationale au Développement (Sida) et Wageningen International.

L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE) sont les agences FEM pour la réalisation du projet CCLME.

Pour plus d'informations, prière visiter le site-web [www.canarycurrent.org](http://www.canarycurrent.org)

Les appellations employées dans ce produit d'information et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. La mention de sociétés déterminées ou de produits de fabricants, qu'ils soient ou non brevetés, n'entraîne, de la part de la FAO, aucune approbation ou recommandation desdits produits de préférence à d'autres de nature analogue qui ne sont pas cités.

Les opinions exprimées dans la présente publication sont celles du/des auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement celles de la FAO.

Tous droits réservés. Les informations contenues dans ce produit d'information peuvent être reproduites ou diffusées à des fins éducatives et non commerciales sans autorisation préalable du détenteur des droits d'auteur à condition que la source des informations soit clairement indiquée. Ces informations ne peuvent toutefois pas être reproduites pour la revente ou d'autres fins commerciales sans l'autorisation écrite du détenteur des droits d'auteur. Les demandes d'autorisation devront être adressées au : Chef de la Sous-division des politiques et de l'appui en matière de publication électronique, Division de la communication, FAO, Viale delle Terme di Caracalla, 00153 Rome, Italie ou, par courrier électronique, à [copyright@fao.org](mailto:copyright@fao.org)

© FAO 2014

Pour usage bibliographique, veuillez faire référence à cette parution comme suit :

CCLME (2013) Rapport de la Quatrième réunion du Comité de Pilotage du projet "Protection du grand écosystème marin du courant des Canaries" (CCLME). Banjul, Gambie, 02-04 Décembre 2013. CCLME-2014-Rapport de Réunion-04-angl.-fran, 72 pp

### **About the project “Protection of the Canary Current Large Marine Ecosystem”**

The Canary Current Large Marine Ecosystem (CCLME) provides vital food and economic resources to coastal populations bordering the Large Marine Ecosystem (LME), and also to much of Western Africa. It has one of the highest fisheries productions among the African large marine ecosystems and its coastal zone also provides critical fish habitat, wood from mangroves and coastal and marine space for agriculture, aquaculture, urban development, tourism and transport.

The CCLME project is unique in its strategic combination of fisheries and ecosystem governance frameworks. The project aims to enable the participating countries to address priority transboundary concerns on declining fisheries, associated biodiversity and water quality through governance reforms, investments and management programs. It will foster cooperation among project countries and contribute to a strengthened monitoring of the status of the CCLME that is based on sound science.

Cape Verde, Gambia, Guinea, Guinea-Bissau, Mauritania, Morocco and Senegal are all committed to working together in the CCLME project to address the degradation of the Canary Current Large Marine Ecosystem caused by over-fishing, habitat modification and changes in water quality by adoption of an ecosystem approach.

The project is funded by the Global Environment Facility (GEF) and co-financed by participating countries and other partners. Current partners include the French Development Agency (AFD), EAF-Nansen Project (FAO), National Oceanic and Atmospheric Administration (NOAA) of the United States, West African Regional Marine and Coastal Conservation Programme (PRCM), Swedish International Development Cooperation Agency (Sida), Sub-regional Fisheries Commission (SRFC) and Wageningen International.

The GEF agencies responsible to carry out the CCLME project are the Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO) and the United Nations Environment Programme (UNEP).

For more information, please visit [www.canarycurrent.org](http://www.canarycurrent.org)

The designations employed and the presentation of material in this information product do not imply the expression of any opinion whatsoever on the part of the Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO) concerning the legal or development status of any country, territory, city or area or of its authorities, or concerning the delimitation of its frontiers or boundaries. The mention of specific companies or products of manufacturers, whether or not these have been patented, does not imply that these have been endorsed or recommended by FAO in preference to others of a similar nature that are not mentioned.

The views expressed in this information product are those of the author(s) and do not necessarily reflect the views of FAO.

All rights reserved. Reproduction and dissemination of material in this information product for educational or other non-commercial purposes are authorized without any prior written permission from the copyright holders provided the source is fully acknowledged. Reproduction of material in this information product for resale or other commercial purposes is prohibited without written permission of the copyright holders. Applications for such permission should be addressed to: Chief, Electronic Publishing Policy and Support Branch, Communication Division, FAO, Viale delle Terme di Caracalla, 00153 Rome, Italy or by email to [copyright@fao.org](mailto:copyright@fao.org)

© FAO 2014

For bibliographic purposes, please reference this publication as:

CCLME (2013). Report of the Fourth Project Steering Committee Meeting of the project “Protection of the Canary Current Large Marine Ecosystem” (CCLME). Banjul, The Gambia 02-04 December 2013. CCLME-2013-Meeting Report-04-fr-eng, 72 pp

## Table des matières

<b>ABREVIATIONS</b> .....	<b>5</b>
<b>RESUME</b> .....	<b>7</b>
<b>EXECUTIVE SUMMARY</b> .....	<b>8</b>
<b>CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS DE LA QUATRIEME REUNION DU COMITE DE PILOTAGE (CP) DU PROJET «PROTECTION DU GRAND ECOSYSTEME MARIN DU COURANT DES CANARIES – CCLME »</b> .....	<b>9</b>
<b>1. ORGANISATION</b> .....	<b>11</b>
1.1. Cérémonie d’ouverture de la réunion.....	11
1.2. Présentation des participants .....	12
1.3. Election du Président et Vice-président.....	12
1.4. Informations sur le programme .....	12
1.5. Adoption de l’ordre du jour de la réunion .....	12
<b>2. MISE EN ŒUVRE DU PROJET ET STATUT</b> .....	<b>13</b>
2.1 Rapports d’Activités du Projet CCLME (novembre 2012-novembre 2013).....	13
2.2. Présentation des rapports des Groupes de travail du CCLME .....	13
2.3. Présentation des Rapports sur la mise en œuvre des Projets de Démonstration du CCLME	15
2.4. Présentation du draft du Document Analyse Diagnostique Transfrontalière (ADT) du Projet CCLME.....	17
2.5. Présentation des recommandations du rapport d’évaluation à mi-parcours du projet CCLME .....	18
2.6. Présentation du projet d’Orientation sur la Gouvernance du CCLME .....	18
2.7.Rapports des pays sur les Comités Interministériels Nationaux (CIN).....	19
2.8.Aperçu sur des activités des partenaires dans la zone du CCLME .....	19
<b>3. PLAN DE TRAVAIL REVISE 2010-2016 : RESULTATS ET ACTIVITES PLANIFIEES</b> .....	<b>20</b>
3.1. Présentation du projet de Plan de travail de l’année 2014 du CCLME .....	20
3.2. Date et lieu de la prochaine réunion du Comité de Pilotage .....	21
3.3. Adoption du rapport de la réunion .....	21
3.4. Clôture de la réunion.....	21

## Table of contents

<b>ABBREVIATIONS</b> .....	<b>22</b>
----------------------------	-----------

**CONCLUSIONS AND RECOMMENDATIONS OF THE FOURTH STEERING COMMITTEE (SC) MEETING OF THE PROJECT « PROTECTION OF THE CANARY CURRENT LARGE MARINE ECOSYSTEM – CCLME ».. 25**

<b>1. ORGANIZATION .....</b>	<b>27</b>
1.1. Opening ceremony of the meeting .....	27
1.2. Introduction of participants .....	28
1.3. Election of Chair and Vice-chair .....	28
1.4. Information on the programme .....	28
1.5. Adoption of the workshop agenda.....	28
<b>2. PROJECT IMPLEMENTATION AND STATUS .....</b>	<b>28</b>
2.1 Progress report of the CCLME project (November 2012-November 2013) .....	28
2.2. Presentation of CCLME Working Groups reports.....	29
2.3. Presentations of the reports on the implementation of CCLME Demonstration Projects ....	31
2.4. Presentation of the draft Transboundary Diagnostic Analysis (TDA) document of the CCLME project. ....	33
2.5. Presentation of the recommendations of the mid-term evaluation report of the CCLME project .....	34
2.6. Presentation of the draft on the guidance of CCLME governance.....	34
2.7. Reports of the countries on National Inter-ministry Committees (NIC) .....	34
2.8. Overview of the activities of the partners in the CCLME area .....	35
<b>3. 2010-2016 REVISED WORK PLAN: RESULTS AND PLANNED ACTIVITIES .....</b>	<b>36</b>
3.1. Presentation of the 2014 draft work plan of CCLME .....	36
3.2. Date and place of the next Steering Committee meeting.....	36
3.3. Adoption of the report of the meeting .....	36
3.4. Closing of the meeting.....	36

**ANNEXES /APPENDIXES**

<b>ANNEXE 1 : LIST OF PARTICIPANTS – LISTE DES PARTICIPANTS .....</b>	<b>38</b>
<b>ANNEXE 2. AGENDA / ORDRE DU JOUR .....</b>	<b>42</b>
<b>ANNEXE 3. RECOMMANDATIONS DU RAPPORT D’EVALUATION A MI-PARCOURS DU PROJET CCLME .....</b>	<b>45</b>
<b>ANNEXE 4. PLAN DE TRAVAIL DU PROJET CCLME ANNEE 2014 .....</b>	<b>56</b>

## Abréviations

ADT	Analyse Diagnostique Transfrontalière
AEP	Approche Écosystémique des Pêches
AFD	Agence Française de Développement
CCLME	Grand écosystème marin sur le courant des Canaries
COI-UNESCO	Commission Océanographique Intergouvernementale (COI) de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)
COMHAFAT	Conférence Ministérielle sur la Coopération Halieutique entre les Etats Africains Riverains de l'Océan Atlantique
COPACE	Comité des Pêches pour l'Atlantique Centre Est (FAO)
CP	Comité de Pilotage (du projet CCLME)
CIN	Comité Interministériel National (du projet CCLME)
CSRP	Commission Sous-Régionale des Pêches
CTN	Coordinateur Technique National (du projet CCLME)
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FEM	Fonds pour l'Environnement Mondial
GCLME	Grand écosystème marin sur le courant de Guinée
GEM	Grand Écosystème Marin
GOOS-Africa	Système Mondial d'Observation de l'Océan en Afrique (COI-UNESCO) (Global Ocean Observing System of Africa)
IEO	Institut Espagnol d'Océanographie (Instituto Español de Oceanografía)
IMR	Institut de Recherche Marin (la Norvège) (Institute of Marine Research)
IMROP	Institut Mauritanien des Recherches Océanographiques et des Pêches
INRH	Institut National de Recherche des Ressources Halieutique (Maroc)
IRD	Institut de Recherche pour le Développement
MAVA	Fondation pour la nature MAVA
NOAA	Administration Océanique et Atmosphérique Nationale (USA) (National Oceanic and Atmospheric Administration)
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PARTAGE	Projet d'Appui à la Gestion des Pêches Artisanales
PAS	Plan d'Action Stratégique
PFNP	Point Focal National du Projet (du projet CCLME)
PRAO	Projet Régional des Pêches en Afrique de l'Ouest
PRCM	Partenariat Régional de Conservation de la zone côtière et Marine en Afrique de l'Ouest
UICN	l'Union Internationale de Conservation de la Nature
UNC	Unité Nationale de Coordination (du projet CCLME)
URC	Unité Régionale de Coordination (du projet CCLME)
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
S&E	Suivi et Evaluation
SIDA	Agence Suédoise de Coopération Internationale au Développement
UCAD	Université Cheikh Anta Diop de Dakar





## Résumé

La Quatrième Réunion du Comité de Pilotage (CP) du projet "Protection du Grand Ecosystème Marin du Courant des Canaries" (CCLME) s'est tenue à Banjul, Gambie, du 2 au 4 Décembre 2013. Les représentants des 7 pays participants du projet (Maroc, Mauritanie, Sénégal, Gambie, Guinée, Guinée Bissau, Cap-Vert), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE), le Secrétariat de la Convention d'Abidjan et l'Unité Régionale de Coordination (URC) ont assisté à la réunion. Un certain nombre de partenaires Co-financiers et d'autres organisations partenaires ont assisté à la réunion en tant qu'observateurs. La liste des participants est présentée en Annexe 1.

Les conclusions/recommandations suivantes ont été formulées durant cette quatrième réunion du CP du CCLME :

- Félicite l'URC pour la présentation des rapports des Groupes de Travail, du rapport sur la situation des projets de démonstration du CCLME qui démontre l'état d'avancement du projet et met en exergue le travail réalisé entre la session de novembre 2012 et celle de 2013.
- Recommande à l'URC de s'assurer la diffusion effective des rapports des groupes de travail, des ateliers techniques et autres documents du projet aux Points Focaux et Coordonateurs Techniques des pays membres du projet CCLME.
- Félicite le Sénégal, la Gambie et la Guinée pour l'organisation de la première réunion de leur Comités Interministériels Nationaux (CIN) dans leur pays et insiste sur l'importance et la nécessité de mettre en place ces Comités Interministériels Nationaux dans les autres pays du projet CCLME le plus rapidement possible.
- Invite le projet à procéder au traitement des données de campagnes écosystémiques dans les meilleurs délais pour intégrer leurs résultats dans l'ADT.
- Apprécie la contribution financière et technique apportée par le projet EAF-Nansen pour renforcer les activités du CCLME, y compris le renforcement des capacités des pays membres et des campagnes scientifiques.
- Apprécie la contribution de l'IEO (Espagne) à la réalisation des activités scientifiques du CCLME, notamment la conduite des études sur le benthos et le sédiment dans le cadre des campagnes écosystémiques.
- Reconnaît l'importance du rôle des autres partenaires pour l'atteinte des objectifs du projet et les remercie pour leur soutien technique et financier.
- Demande à l'URC d'appuyer les requêtes des Etats membres pour la mise en œuvre des activités nationales dans le cadre du projet.
- Félicite l'URC pour élaboration du premier draft du document de l'Analyse Diagnostique transfrontalière (ADT) du projet CCLME et demande qu'il soit présenté au sein des CIN des pays à travers leurs Points Focaux et Coordonateurs Techniques.
- Approuve toutes les recommandations issues de l'évaluation à mi-parcours du projet CCLME réalisée en avril-juin 2013 notamment l'extension du projet de 1 an comme suggéré par la mission et endossé par le Siège de la FAO
- Approuve le plan de travail 2014 avec le budget proposé par l'URC.
- Remercie les autorités de la République de la Gambie pour l'accueil chaleureux de cette quatrième réunion du Comité de Pilotage à Banjul et pour toutes les facilités dont ont pu bénéficier les participants.
- Remercie la Mauritanie et la Guinée de leur proposition d'accueillir la prochaine réunion du Comité de Pilotage du CCLME dont la date exacte et le pays finalement retenu seront annoncés par l'URC.

## Executive Summary

The Fourth Steering Committee (SC) Meeting of the project "Protection of the Canary Current Large Marine Ecosystem Canary" (CCLME) was held in Banjul, The Gambia from 2 to 4 December 2013. Representatives of seven countries participating in the project (Morocco, Mauritania, Senegal, The Gambia, Guinea, Guinea Bissau, Cape Verde), the Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO), the United Nations Environment Programme (UNEP), the Secretariat of the Abidjan and the Regional Coordination Unit (RCU) Convention attended the meeting. A number of co-financing partners and other partner organizations attended the meeting as observers. The list of participants is presented in Annex 1.

The following conclusions/recommendations were made during CCLME fourth SC meeting:

- Congratulates the RCU for the presentation of the working groups reports, of the report on the CCLME projects of demonstration which shows the state of progress of the project and highlights the work carried out between the sessions of November 2012 and 2013.
- Recommends to the RCU to ensure effective dissemination of the working groups reports, of the technical workshops and other project documents to the Focal Points and Technical coordinators of the countries members of the CCLME project.
- Congratulates Senegal, the Gambia and Guinea for the organization of the first meeting of their National Inter-ministry Committees (NIC) in their countries and stresses the importance and the need to put in place these National Inter-ministry Committees in other countries of the CCLME project as soon as possible.
- Invites the project to process the data of the ecosystem surveys as soon as possible to integrate their results into the TDA.
- Appreciates the financial and technical contribution made by EAF-Nansen to strengthen CCLME activities, including the capacity building of member countries and scientific surveys.
- Appreciates the contribution of the IEO (Spain) to the realization of the scientific activities of the CCLME, including the conduct of studies on the benthos and the sediment in the framework of ecosystem surveys.
- Recognizes the importance of the role of other partners for the achievement of the objectives of the project and thank them for their technical and financial support.
- Asks the RCU to support the requests of member States for the implementation of national activities under the project.
- Congratulates the RCU for the preparation of the first draft of the Transboundary Diagnostic Analysis (TDA) document of the CCLME project and requests its presentation within the NICs of the countries through their Focal Points and Technical Coordinators
- Approves all the recommendations of the mid-term evaluation of the CCLME project carried out in April-June 2013 including the extension of the project of 1 year as suggested by the mission and endorsed by the FAO headquarters
- Approves the 2014 work plan with the budget proposed by the RCU.
- Thanks the authorities of the Republic of the Gambia for the warm hospitality of this fourth Steering Committee meeting in Banjul and all amenities which have benefited the participants.
- Thanks Mauritania and Guinea for their proposal to host the next CCLME Steering Committee meeting for which the exact date and finally selected country will be announced by the RCU.

## **Conclusions et recommandations de la quatrième réunion du Comité de Pilotage (CP) du projet «Protection du Grand Ecosystème Marin du Courant des Canaries – CCLME »**

**02 - 04 Décembre 2013, Banjul, Gambie**

Le Comité de pilotage du projet CCLME :

1. Félicite l'URC pour la transmission des documents de travail avant la tenue de la réunion du Comité de Pilotage.
2. Félicite l'URC pour la présentation des rapports des Groupes de Travail, du rapport sur la situation des projets de démonstration du CCLME qui démontre l'état d'avancement du projet et met en exergue le travail réalisé entre la session de novembre 2012 et celle de 2013.
3. Recommande à l'URC de s'assurer la diffusion effective des rapports des groupes de travail, des ateliers techniques et autres documents du projet aux Points Focaux et Coordinateurs Techniques des pays membres du projet CCLME.
4. Recommande de privilégier les ressources humaines de la région CCLME dans les travaux de consultations liés aux activités du projet CCLME.
5. Félicite le Sénégal, la Gambie et la Guinée pour l'organisation de la première réunion de leur Comités Interministériels Nationaux (CIN) dans leur pays et insiste sur l'importance et la nécessité de mettre en place ces Comités Interministériels Nationaux dans les autres pays du projet CCLME le plus rapidement possible.
6. Note l'existence d'un Conseil Supérieur de Sauvegarde des Ressources Halieutiques au Maroc qui pourrait jouer le rôle de CIN dans le pays.
7. Recommande d'explorer les possibilités d'intégrer des analyses de gouvernance au niveau national dans le document d'orientation régionale sur la gouvernance du CCLME.
8. Invite le projet à procéder au traitement des données de campagnes écosystémiques dans les meilleurs délais pour intégrer leurs résultats dans l'ADT.
9. Apprécie la contribution financière et technique apportée par le projet EAF-Nansen pour renforcer les activités du CCLME, y compris dans le cadre du projet de démonstration relatif à la « Gestion durable transfrontalière et écosystémique des stocks pélagiques partagés dans la zone nord ouest de l'Afrique », du renforcement des capacités des pays membres et des campagnes scientifiques.
10. Apprécie la contribution de l'IEO (Espagne) à la réalisation des activités scientifiques du CCLME, notamment la conduite des études sur le benthos et le sédiment dans le cadre des campagnes écosystémiques.
11. Reconnaît l'importance du rôle des autres partenaires pour l'atteinte des objectifs du projet et les remercie pour leur soutien technique et financier.

12. Demande à l'URC d'appuyer les requêtes des Etats membres pour la mise en œuvre des activités nationales dans le cadre du projet.
13. Félicite l'URC pour élaboration du premier draft du document de l'Analyse Diagnostique transfrontalière (ADT) du projet CCLME et demande qu'il soit présenté au sein des CIN des pays à travers leurs Points Focaux et Coordonnateurs Techniques. Il a été demandé de toujours mettre à contribution l'expertise nationale pour la finalisation du document.
14. Recommande à ce que le document d'ADT puisse intégrer les leçons d'autres régions et qu'il soit traduit en français avant d'être mis en circulation dans les différents pays qui doivent avoir suffisamment de temps pour son analyse et éviter ainsi toute précipitation.
15. Approuve toutes les recommandations issues de l'évaluation à mi-parcours du projet CCLME réalisée en avril-juin 2013 notamment l'extension du projet de 1 an comme suggéré par la mission et endossé par le Siège de la FAO
16. Approuve le plan de travail 2014 avec le budget proposé par l'URC.
17. Reconnaît l'existence d'une problématique régionale de cadmium et recommande que l'URC fasse un état des lieux en vue d'orienter les actions nécessaires futures.
18. Encourage les collaborations entre scientifiques du CCLME et ceux du Nord pour des publications communes sur les travaux réalisés dans le cadre du Projet, notamment relativement aux campagnes scientifiques.
19. Recommande une participation efficiente des institutions de recherche des pays du CCLME à la campagne transatlantique portant sur l'étude des monts sous-marins.
20. Remercie les autorités de la République de la Gambie pour l'accueil chaleureux de cette quatrième réunion du Comité de Pilotage à Banjul et pour toutes les facilités dont ont pu bénéficier les participants.
21. Remercie la Mauritanie et la Guinée de leur proposition d'accueillir, en fonction de l'évolution des conditions pratiques d'organisation, la prochaine réunion du Comité de Pilotage du CCLME dont la date exacte et le pays finalement retenu seront annoncés au moment opportun par l'URC en concertation avec les autres pays membres ainsi que les partenaires.

## 1. Organisation

### 1.1. Cérémonie d'ouverture de la réunion

1. La cérémonie d'ouverture de cette quatrième réunion a été présidée par son Excellence Madame Fatou GAYE, Ministre de l'Environnement, des Parcs et de la Vie sauvage de la République de Gambie et a enregistré les discours ci-après.

2. M. Abou Bamba a remercié au nom du PNUÉ tous les participants pour l'effort fourni pour participer à cette quatrième réunion du Comité de Pilotage du CCLME. Il s'est félicité de l'état d'avancement des activités du projet en général et de la Composante 3 en particulier qui a connu un niveau de réalisation satisfaisant au cours de ces dernières années. Le PNUÉ ne ménagera aucun effort à consolider ces acquis. Il a souligné que la mise en place des Comités Interministériels Nationaux (CIN) dans les pays membres du CCLME facilitera le processus d'intégration du projet CCLME dans ces pays et un meilleur accompagnement de celui-ci. A cet effet, il a ainsi invité les représentants des pays qui n'ont pas de CIN à se doter de ces structures rapidement afin de participer plus activement dans la dynamique qui se construit autour du projet CCLME.

3. Mme Perpetua M. KATEPA-KALALA, Représentante Résidente de la FAO en Gambie a, au nom du Dr. José Graziano da Silva Directeur Général de la FAO, remercié les autorités gambiennes pour l'accueil et les facilités accordées aux participants. Elle a souligné l'importance de cette quatrième réunion du Comité de pilotage du projet CCLME, qui doit permettre d'examiner les résultats du projet et de l'état de l'élaboration de l'ADT, principal produit du projet. Il sera également l'occasion d'analyser le plan de travail pour l'année à venir. Elle a remercié les autorités gambiennes pour l'appui apporté dans la mise en œuvre du projet et à l'organisation de cette quatrième session du Comité de Pilotage du projet.

4. Mme Farmah F. Sosseh Rallou, Secrétaire Générale adjointe, Représentant Son Excellence Monsieur le Ministre des pêches et des ressources en eau de la République de Gambie, a souhaité la bienvenue et un agréable séjour à tous les participants à Banjul. Elle a souligné que le CCLME est un important projet des pays dans sa stratégie de gestion durable des ressources marines exploitées adoptant l'approche écosystémique des pêches surtout dans les pays en développement dont la mise en œuvre nécessite la conjugaison des efforts de tous les partenaires et que sans cette collaboration, il serait difficile d'atteindre les objectifs du projet. C'est pourquoi Mme Farmah F Sosseh Rallou a exprimé toute sa reconnaissance pour les appuis financiers, humains et matériels que ne cessent d'apporter la FAO, le PNUÉ et tous les autres partenaires dans l'effort commun de conservation et de protection des ressources marines et côtières des pays membres du projet CCLME.

5. Son Excellence Honorable Madame Fatou GAYE, Ministre de l'Environnement, des Parcs et de la Vie sauvage, au nom du Gouvernement de la Gambie, s'est réjoui de la tenue de cette 4<sup>ème</sup> réunion du Comité de Pilotage du CCLME à Banjul et a souhaité la bienvenue aux participants en Gambie. Elle a souligné la complexité de cet écosystème et la pertinence de l'approche participative adoptée par le projet du fait de la diversité des interventions qu'il subit. Cela favorise les accords au niveau régional qui permettront aux pays d'adopter une approche coordonnée pour traiter les problèmes transfrontaliers dans les différents pays qui partagent cet environnement marin et côtier. Cette approche collaborative est probablement la meilleure façon d'améliorer la santé de cet écosystème. Elle a exprimé à son tour les remerciements du Gouvernement gambien à la FAO et au PNUÉ comme agence du FEM pour la mise en œuvre de ce projet, et a encouragé l'Unité Régionale

de Coordination du CCLME de continuer à travailler en bonne collaboration avec les représentants nationaux.

6. Son Excellence Honorable Madame Fatou GAYE, Ministre de l'Environnement, des Parcs et de la Vie sauvage, après avoir souhaité plein succès dans les travaux, a déclaré ouverte la quatrième réunion du Comité de Pilotage du projet Protection du Grand Ecosystème Marin du Courant des Canaries.

## 1.2. Présentation des participants

7. Les participants ont été invités à se présenter. La réunion a rassemblé des représentants de sept pays participants au projet CCLME (Cap-Vert, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Mauritanie, Maroc et Sénégal). Des représentants des deux agences FEM du CCLME (FAO et PNUE) et du Secrétariat de la Convention d'Abidjan ont également pris part à la réunion. Les représentants des organisations partenaires du projet ont assisté aux réunions en tant qu'observateurs. Il s'agit, de l'Institut Espagnol d'Océanographie (IEO), de la Commission Océanographique Intergouvernementale de l'UNESCO, du Partenariat Régional de Conservation de la zone côtière et Marine (PRCM), de l'Union Internationale de Conservation de la Nature au Sénégal. La liste des participants est jointe en Annexe 1.

## 1.3. Election du Président et Vice-président

8. Mme Azza Cheikh Ould Jiddou, Directrice de l'Aménagement des Ressources et de l'Océanographie (DARO) et Point Focal de Mauritanie a été unanimement élue nouvelle Présidente du Comité de Pilotage du projet CCLME. Mr Nahada Victorino, Directeur du Centre d'Investigation pour la Pêche Artisanale (CIPA) en Guinée Bissau a été élu à son tour comme Vice-président du Comité de Pilotage. MM. Aboubacar Sidibé et Khallahi Brahim, respectivement responsable de la Composante Ressources marine vivantes et pêches et responsable de la Composante Biodiversité, habitat et qualité de l'eau de l'Unité Régionale de Coordination (URC) du CCLME ont été les rapporteurs.

## 1.4. Informations sur le programme

9. Le Coordonnateur Régional du Projet a informé les participants que la réunion se déroulerait en plénière. La première partie (journée 1) a été consacrée à la présentation de l'état d'avancement du projet, des résultats des différents rapports des Groupes de travail du CCLME et des activités réalisées des projets de Démonstration du CCLME entre les deux réunions du Comité de pilotage ; la seconde partie (journée 2) a porté principalement sur la présentation du premier draft du Document Analyse Diagnostique transfrontalière, **des recommandations du rapport sur l'évaluation à mi-parcours du projet CCLME** et les activités des partenaires du projet dans la zone CCLME ; la troisième partie (journée 3) a été essentiellement consacrée à la présentation et à l'approbation du plan de travail 2014 du projet CCLME. La réunion du Comité de Pilotage s'est déroulée en français et en anglais avec un service de traduction simultanée.

## 1.5. Adoption de l'ordre du jour de la réunion

10. L'ordre du jour proposé a été adopté à l'unanimité par tous les participants à la réunion. Il est joint en Annexe 2.

## 2. Mise en œuvre du projet et Statut

### 2.1 Rapports d'Activités du Projet CCLME (novembre 2012-novembre 2013)

11. Le Président a invité le Coordonnateur Régional du Projet à présenter le rapport de l'état de réalisations des activités depuis la troisième réunion du Comité de Pilotage.

12. Le Coordonnateur Régional a indiqué qu'un document relatant les activités conduites a été préparé et a été distribué à l'avance aux participants. Il a passé en revue le plan de travail de 2013 adopté par le Comité de Pilotage en novembre 2012 pour indiquer l'état de réalisation de chacune des activités planifiées.

13. Ces activités ont notamment concerné l'organisation de réunions des groupes de travail (GT) sur lesquels se fondent le projet pour atteindre ses objectifs. Les réunions des groupes de travail suivant ont été organisées au cours du précédent exercice : la deuxième réunion du groupe de travail Biodiversité, Habitat et qualité de l'Eau, la première réunion du groupe de travail Socio-Economie et Commerce, la quatrième réunion du groupe de travail Analyse des données des campagnes scientifiques et la planification des campagnes. Les rapports de tous ces groupes de travail sont disponibles sur le site web du projet. Il a également évoqué les ateliers organisés dans le cadre des projets de démonstration et a indiqué que des exposés plus détaillés relateront les résultats des activités conduites.

14. Le CCLME a développé un fructueux partenariat avec les organismes et institutions actifs dans la région. Il s'agit notamment de : IEO, PRCM, IUCN, IMR en plus des institutions de recherche et administrations des pays membres du CCLME.

15. Le Comité de pilotage a félicité le Coordonnateur Régional pour le travail entrepris et a demandé à l'ensemble des pays de collaborer davantage avec l'URC. Il a exhorté les pays à indiquer à leurs représentants aux différents groupes de travail, de participer activement aux activités desdits groupes et de respecter leurs engagements afin d'éviter des retards dans la réalisation des activités de ces groupes qui, à leur tour, pourraient retarder la mise en œuvre globale du projet CCLME.

### 2.2. Présentation des rapports des Groupes de travail du CCLME

16. Le rapport de la deuxième réunion du Groupe de travail sur la Biodiversité, habitat et qualité de l'eau (BHQE), tenue à Banjul (Gambie) du 12 au 14 mars 2013 a été présenté par M. Khallahi Brahim de l'URC du CCLME. Cette réunion a été organisée sous le thème « **Les habitats côtiers et marins du CCLME : un enjeu majeur d'un Grand Ecosystème Marin** ». Les objectifs fixés pour cette réunion sont 1. la description des types d'habitats côtiers et marins dans la zone du CCLME ; 2. Mise en place de modalités de collaboration entre l'IEO et les représentants des pays pour la conduite de l'étude « développement de base de données géoréférencées et production de cartes régionales sur les habitats et biodiversité » ; et 3. l'information des membres du Groupe de travail BHQE sur le projet de démonstration n°5 du CCLME « ratification d'un plan d'action régional de conservation de mangrove et mise en œuvre des actions de réhabilitation » et son état de mise en œuvre. Cette réunion a vu une large participation des pays mais aussi d'autres partenaires et représentants de projets actifs dans le domaine de la biodiversité et des habitats dans la région CCLME. Tous les représentants des pays ont présenté des communications relatives au sujet. Ces communications ont mis en évidence les grandes potentialités en matière d'habitats que recèle la région du CCLME. Ces habitats aussi bien côtiers que marins se caractérisent par leur grande diversité biologique et leurs richesses. Ainsi des sites d'intérêts biologiques et écologiques ont été définis. Ils comportent notamment des embouchures de fleuves ou autres cours d'eaux, des lagunes, des baies, des îles, des récifs coralliens. Les mangroves, écosystèmes particulièrement prolifiques, constituent des éléments

essentiels de ces habitats. Cette abondance d'habitats explique la multiplication des aires marines protégées dans la région du CCLME.

17. Certains de ces habitats ont des effets au niveau national, régional et même international et sont de ce fait classés « patrimoine » de l'humanité. Les besoins en informations nécessaires pour documenter les cartes sur les habitats et la biodiversité ont été identifiés et discutés. Les membres du groupe de travail ont pu se rendre compte de l'état des réalisations du projet de démonstration et ont pu visiter les sites de mangrove reboisés dans ce cadre.

18. Le rapport de la quatrième réunion du Groupe de travail sur la planification et l'analyse des campagnes écosystémiques, qui s'est tenue du 24 au 27 Septembre 2014 à Dakar (Sénégal), a été présenté par M. Aboubacar Sidibé de l'URC du CCLME. Le but de cette quatrième réunion du Groupe de travail était de faire la situation sur les analyses effectuées et les résultats obtenus jusqu'à date, de définir les stratégies (collaboration scientifique, chronogramme et budget) à conduire pour finaliser les analyses restantes des données issues des cinq campagnes scientifique organisées dans le cadre du CCLME. Il a présenté la liste des données et échantillons collectées lors des campagnes et le niveau de traitements réalisés par les différentes institutions de recherche responsables des analyses. Les résultats préliminaires obtenus sont très encourageants et certains sont déjà utilisés dans le cadre de l'élaboration du document de l'Analyse Diagnostique Transfrontalières (ADT) du projet CCLME. Par ailleurs, Mr Sidibé a précisé que les participants à cette quatrième réunion du Groupe de travail ont consolidé et adopté lors d'une première lecture, les Directives pour l'utilisation et la gestion des données collectées lors des campagnes scientifiques régionales organisées dans le cadre du CCLME. Le but de ces Directives est de garantir que les données collectées soient correctement et efficacement gérées et stockées, et que les analyses effectuées par les institutions collaboratrices (nationales et internationales) soient utilisées pour le bénéfice des pays et des objectifs des projets CCLME et EAF-Nansen et en particulier pour le processus d'élaboration des Documents ADT et PAS du CCLME. Le Groupe de travail a recommandé de soumettre ledit Document à cette 4ème réunion du Comité de pilotage du projet CCLME, pour une seconde lecture et pour endossement par ses membres.

19. Les rapports des Groupes de travail COPACE/FAO sur l'état des stocks pélagiques et démersaux dans la zone CCLME ont été présentés par Mme Merete Tandstad de la Division Utilisation et Conservation des pêches et Aquaculture de la FAO. Globalement, les résultats des évaluations entre 2011 et 2013 confirment les conclusions des évaluations antérieures à savoir que la majorité des stocks pélagiques et démersaux dans les pays de la zone CCLME sont soit surexploités ou pleinement exploités. Pour les stocks surexploités, il est recommandé de réduire l'effort de pêche (par rapport à la dernière année de référence) et pour les stocks pleinement exploités, il est recommandé que l'effort de pêche ne dépasse pas son niveau actuel. Par ailleurs, il a été précisé le besoin d'une amélioration des bases de données de campagnes scientifiques et des pêches commerciales nécessaires aux évaluations des stocks, mais également la compréhension entre ces ressources marines et leur environnement. Dans ce cadre, il a été fortement recommandé que l'approche de précaution devrait être appliquée lorsqu'il existe des incertitudes concernant n'importe quelle évaluation sur les stocks.

20. Le rapport de la première réunion du Groupe de travail Socio-Economie et Commerce, tenue à Dakar (Sénégal) du 16 au 18 Septembre 2013 a été présenté par M. Khallahi Brahim de l'URC du CCLME. Les objectifs visés par cette réunion sont : 1. apporter une contribution à l'ADT du CCLME par l'apport d'informations complémentaires en socio-économie ; 2. appuyer le projet dans les différentes études socio-économiques (telles que celle portant sur l'évaluation des biens et services de l'écosystème CCLME et celle prévue sur les questions de politiques en matière de commerce des produits halieutiques) ; et 3. identification des questions et activités prioritaires, tel que le listing d'un



nombre réduit d'indicateurs socio-économiques pour les analyses au niveau régional. Les communications présentées par les membres du groupe de travail ressortent que le secteur des pêches joue un rôle économique et social dans les pays du CCLME. Il apporte ainsi une contribution considérable aux différents PIB et aux recettes budgétaires de ces Etats mais aussi aux recettes d'exportations. Le secteur des pêches est également un grand pourvoyeur d'emplois. Il génère d'importantes richesses et fournit des protéines animales de qualités pour les populations.

21. En vue d'une prise en compte d'indicateurs socioéconomiques du secteur des pêches dans l'ADT du projet CCLME, le groupe a proposé de les regrouper en 4 ensembles de facteurs : 1. croissance économique (contribution au PIB, l'emploi, revenus des accords de pêche, taxes, exportations/importations, VA) ; 2. sécurité alimentaire et nutrition (consommation / capita, apport en calories, apport nutriments, taux de couverture de la demande nationale) ; 3. moyens d'existence durables (contribution de la pêche dans la diversification des moyens d'existence, nombre de personnes vulnérables, personnes en dessous du seuil de pauvreté, migrants, etc. -, niveau de revenus) ; et 4. importance des aspects culturels. Il a été préconisé de mener des études similaires pour les autres secteurs concernés par l'écosystème, à savoir le tourisme, l'agriculture, l'élevage, le maraîchage, la production de sel, l'extraction de sable, l'exploitation pétrolière, le transport maritime et les industries. L'examen des résultats de l'« Etude préliminaire sur l'évaluation des biens et services de l'écosystème du CCLME » était l'occasion d'apporter des compléments d'informations mais aussi de donner des orientations pour son amélioration.

### **2.3. Présentation des Rapports sur la mise en œuvre des Projets de Démonstration du CCLME**

22. Pour chaque projet de Démonstration, ont été présentées les activités réalisées entre novembre 2012 et Décembre 2013 ainsi que celles planifiées à court terme. Il s'agit de projets suivants :

- **Projet de Démonstration n°1 : Gestion durable transfrontalière des stocks pélagiques partagés en Afrique de l'Ouest septentrionale conformément à l'approche écosystémique.** Il faut rappeler que la mise en œuvre des activités de ce projet de Démo se fait en étroite collaboration avec la CSRP dans le cadre d'un Protocole d'Accord entre cette institution et la FAO. Les principales activités réalisées au cours de cette période ont concernés : (i) la campagne d'étude sur la reproduction des poissons pélagiques du 1er au 24 Mai 2013 (EAF-Nansen, CCLME), (ii) la poursuite de travaux consistant à combler les principaux déficits de connaissances et à appuyer la participation des scientifiques aux campagnes conjointes et aux formations, et (iii) l'organisation de deux ateliers régionaux (avec les Pays, FAO, EAF-Nansen et CCLME) du 12 au 14 Février 2013 à Nouakchott, Mauritanie et du 27 au 30 Mai 2013 à Casablanca, Maroc. Le premier atelier régional, tenu à Nouakchott, a permis d'avoir une discussion technique pour la validation du document de plan d'orientation stratégique pour l'exploitation durable des petits pélagiques englobant à la fois la vision stratégique (document de politique régionale) et des orientations pour un plan d'action régional. Le second atelier, tenu à Casablanca, a permis de poursuivre l'évaluation des risques (validation de la liste des enjeux prioritaires et élaboration d'objectifs opérationnels) pour le développement de plan régional de gestion des Petits Pélagiques suivant l'Approche Ecosystémique des Pêches (AEP) en Afrique du Nord Ouest. En terme d'activités planifiées à court terme, il a été précisé l'organisation (i) d'un troisième atelier régional, très tôt en janvier 2014, pour la finalisation du processus, notamment l'élaboration d'objectifs opérationnels et d'une proposition préliminaire de plan d'action régional pour la gestion concertée des petits pélagiques suivant l'Approche écosystémique des pêches et (ii) d'un cours de formation

(à planifier très tôt en 2014) – Introduction aux méthodes de campagnes acoustiques (EAF-Nansen/CCLME).

- **Projet de Démonstration n°2 : Réduction de l'impact du chalutage de crevettiers côtiers par la diminution du taux des captures accessoires et les changements des mesures d'aménagement.** Deux principales activités ont été réalisées au cours de la période dans le cadre de ce projet de Démo : (i) rédaction d'un Rapport de synthèse des informations disponibles actualisées sur les rejets, les captures accessoires et les impacts du chalutage côtier des crevettes sur l'écosystème (et leurs mécanismes sous-jacents) dans la zone CCLME, et (ii) l'organisation du 20 au 21 mars 2013 à Dakar (Sénégal), de l'atelier régional pour l'élaboration d'une méthodologie commune standard d'enregistrement des captures accessoires et des rejets à bord des navires de pêche commerciaux, notamment les chalutiers crevettiers en Afrique de l'Ouest et actualisation du plan de travail du projet de Démonstration n°2 du CCLME. Pour les activités planifiées à court terme, le projet de Démo doit procéder à la sélection des chalutiers, former des observateurs et mettre sur pied une campagne de collecte des données sur le terrain en utilisant des équipes d'observateurs et la méthodologie standard élaborée. Ensuite, il faudra analyser ces données collectées sur le terrain en vue de préparer un rapport d'évaluation à transmettre aux gestionnaires de chalutiers concernés ainsi qu'aux autres parties prenantes.
- **Projet de Démonstration n°3 : Cogestion transfrontalière des espèces côtières migratrices qui sont importantes pour les pêches artisanales (mulet, courbine, tassergal).** Les activités de ce projet de démonstration sont mises en œuvre dans le cadre d'une collaboration entre le CCLME et le projet PARTAGE de l'UICN-Mauritanie. Parmi les activités réalisées pendant la période considérée, il faut noter (i) la finalisation du rapport sur les études biologiques de terrain, l'évaluation des stocks et la compréhension de la migration des ressources, (ii) la clôture définitive de la LoA n° PR 47275 (LoA1) entre l'UICN-Mauritanie (projet PARTAGE) et la FAO, (iii) l'élaboration du projet de Termes de Référence (TdR) et de la composition de la Commission plurinationale pour le cadre de coopération régionale préliminaire, et (iv) l'élaboration en cours du projet de la seconde LoA (LoA2). Il faut aussi noter l'organisation, du 17 au 18 Avril 2013 à Nouakchott (Mauritanie), d'un l'atelier sous-régional pour discuter des résultats de l'étude sur «l'Évaluation des bénéfices des pêches benthopélagiques côtières, leur répartition et l'identification des voies et moyens pour améliorer ces bénéfices de façons durable». La principale activité planifiée à court terme est la finalisation de la seconde LoA (LoA2) et sa signature entre la FAO et l'UICN-Mauritanie (projet PARTAGE) pour la mise en œuvre effective des activités y afférentes (organisation du groupe de travail scientifique pour l'évaluation de stocks et des pêcheries benthopélagiques concernés et proposition d'activités de mise en œuvre des projets de Plans d'Aménagements des Pêcheries). Il est également prévu l'organisation des séances de communication et sensibilisation des pays sur les méthodes identifiées par l'étude permettant de dégager des meilleurs bénéfices pour les pêcheries benthopélagiques côtières et leurs produits.
- **Projet de Démonstration n°4 : Utilisation des Aires marines protégées (AMP) en tant qu'outils permettant de dégager des bénéfices de gestion des ressources multiples.** Ce projet de Démo a connu la réalisation des activités suivantes : (i) finalisation des termes de référence du Groupe de travail régional multidisciplinaire AMP-Pêches et proposition de sa composition, (ii) conception et test d'une méthodologie d'évaluation et de suivi

participatifs des pêches sur deux sites pilotes d'AMP (Kayar au Sénégal et Tanbi en Gambie) en juillet-septembre 2013, (iii) et l'organisation du 8 au 10 octobre 2013 à Dakar (Sénégal), d'un atelier régional de validation de la méthodologie pour l'évaluation et le suivi participatifs des ressources et pêches démersales sur les sites pilotes et l'identification des étapes pour l'élaboration des directives pour les régimes de cogestion dans les AMPs importantes pour la pêche. En terme d'activités planifiées à court terme, il a été précisé de (i) faire la restitution des résultats des tests de la méthodologie sur le terrain ainsi qu'un résumé exécutif de la méthodologie d'évaluation et de suivi participatifs en y incluant les résultats de la restitution, (ii) de faire une publication sous format d'un document technique sur la méthodologie d'évaluation et de suivi participatifs, (iii) réaliser une étude-analyse des informations disponibles sur les systèmes de cogestion dans les AMPs de la sous-région, (iv) d'approfondir l'analyse sur un des sites sélectionnés pour identifier les lacunes et les besoins d'appui pour améliorer la cogestion des AMPs en ce qui concerne la pêche, et (v) d'identifier les activités de soutien qui pourront être entamées par le CCLME dans les sites concernés.

- **Projet de Démonstration n°5 : Élaboration d'un plan de conservation des mangroves et activités pilotes de restauration des écosystèmes de mangroves.** Les activités de ce projet sont mises en œuvre principalement par Wetlands International Africa (WIA) et IUCN mais aussi par WCMC dans le cadre d'accords de collaboration. Outre la réalisation de plusieurs études, des formations sur les techniques de reboisement de la mangrove ont été conduites en Gambie et Guinée Bissau. De même une quarantaine d'hectares de mangrove ont été réhabilités à ce jour dans ces deux pays. Le processus de transformation de la Charte mangrove en protocole additionnel de la Convention d'Abidjan pour lui donner un caractère plus « obligeant » pour les pays a été engagé par le recrutement d'un consultant qui a déjà démarré ses consultations avec les différentes parties concernées en prévision de la COP11 programmée en mars 2014 en Afrique du Sud. Un outil de validation de la distribution spatiale de la mangrove a été élaboré. Il donne une carte de la répartition de la mangrove dans les régions côtières du CCLME. L'appropriation de cet outil par les utilisateurs potentiels permettra sa mise à jour et surtout son application en gestion de ces écosystèmes. Une vidéo montrant ses fonctionnalités a été produite à l'endroit des utilisateurs.

Suite à toutes ces présentations les membres du Comité de pilotage ont souligné leur satisfaction pour le travail réalisé malgré certaines difficultés rencontrés sur le terrain et ont encouragé l'URC du projet de redoubler d'effort pour la mise en œuvre effective des activités planifiées à court terme dans le temps imparti. Toutefois, ils ont attiré l'attention de l'URC de faire davantage participer les autres pays du CCLME dits « pays associés » aux activités des différents projets de Démonstration en plus des pays qui sont directement concernés par lesdits projets de Démonstration. Ceci permettra de partager les expériences et de consolider le caractère régional des résultats qui seront obtenus de ces projets de Démonstration.

#### **2.4. Présentation du draft du Document Analyse Diagnostique Transfrontalière (ADT) du Projet CCLME**

23. Mr Birane Sambe, Coordinateur régional du projet CCLME a fait une présentation détaillée du processus d'élaboration du Document ADT. Il a rappelé que ce document est l'un des produits important pour le projet. Dans sa présentation, Mr Sambe a précisé que le rôle d'une ADT est d'identifier, de quantifier et de définir des priorités pour les préoccupations environnementales qui sont transfrontières, d'identifier leurs causes immédiates, intermédiaires et sous jacentes et

d'identifier des pratiques spécifiques, les sources, les lieux et les secteurs d'activité humaine où la question de la dégradation de l'environnement se pose. L'ADT est ainsi conçue pour être une évaluation objective qui fait usage de la meilleure expertise scientifique et locale disponible. Il a relaté la stratégie d'élaboration du Document ADT qui s'est basée sur la réalisation des campagnes écosystémiques, les travaux des Groupe de travail constitués, des ateliers des projets de démonstration et diverses autres sources. Mr Sambe a précisé qu'une approche modulaire a été adoptée pour la synthèse et l'actualisation des connaissances et autres informations sur le Grand Ecosystème marin du Courant des Canaries, à savoir la productivité, pollution et santé de l'écosystème, ressources halieutiques et pêcheries, socio-économie et gouvernance. Les principaux problèmes transfrontaliers dans la zone CCLME liés au déclin des ressources marines vivantes, à la dégradation de l'habitat et à la baisse de la qualité de l'eau ont été abordés par l'ADT. Les domaines prioritaires des interventions futures dans la cadre de cette analyse diagnostique transfrontalière concerneront la coopération régionale et/ou la gouvernance, la gestion durable et adaptative des ressources marines basée sur l'écosystème, et l'adaptation au changement climatique.

24. Suite à la présentation du draft du document de l'ADT, les membres du Comité de Pilotage du CCLME ont félicité l'URC pour le travail réalisé. Cependant, ils ont recommandé de privilégier l'utilisation des ressources humaines de la zone CCLME dans les différentes thématiques abordées dans le document et ont fait des commentaires et suggestions pour la suite du processus d'élaboration. Ainsi, il a été demandé, pour l'actualisation des résultats présentés, la prise en compte des données et informations relativement récentes dans certains pays (cas de la Mauritanie pour les données de capture de la pêche maritime et d'effort). Le Comité de pilotage a aussi suggéré la traduction en français et la diffusion du document ADT au niveau des CIN ou leurs équivalents dans les pays du projet.

## **2.5. Présentation des recommandations du rapport d'évaluation à mi-parcours du projet CCLME**

25. Mme Merete Tandstad, de la Division Utilisation et Conservation des pêches et Aquaculture de la FAO, a présenté les recommandations issues de l'évaluation à mi-parcours du projet CCLME réalisée en avril-juin 2013. Elle a rappelé que ce rapport avait fait l'objet d'une diffusion interne au niveau de la FAO, du PNUE et des pays membres du projet CCLME pour commentaires et observations. Les membres du Comité de pilotage ont pris le temps de passer en revue chacune des recommandations avant leur adoption. Par exemple par rapport à la recommandation n°3 « *Fournir des moyens de travail plus conséquents aux structures nationales, conformément aux engagements de cofinancement, afin que celles-ci puissent contribuer plus efficacement au processus ADT-PAS. Cela pourrait consister à décharger les personnes concernées (PFN et CTN) de certaines tâches courantes liées à leurs attributions au sein de leurs administrations de tutelle et/ou à les compenser pour le travail supplémentaire engendré par le projet* », le comité de pilotage, pour un souci de durabilité des activités, a décidé que des moyens soient alloués, sur la base de plan d'action, aux structures nationales (CTN et PFN). Le comité de pilotage a accepté tous les éléments de cette recommandation ainsi que ceux de toutes les autres recommandations (cf. annexe 3).

## **2.6. Présentation du projet d'Orientation sur la Gouvernance du CCLME**

26. Un projet de Document d'orientation sur la gouvernance du CCLME a été présenté par Mme Ariella D'Andrea, consultante Juriste. Il faut préciser que ce Document d'orientation, élaboré dans le cadre d'une consultation, essaie d'analyser le cadre de gouvernance actuel de la zone du CCLME, basé sur les mandats, le champ d'application et les membres des différentes institutions, afin d'identifier les lacunes et les duplications pour identifier des alternatives d'accords multilatéraux afin d'avoir un cadre permettant de traiter les problèmes transfrontaliers prioritaires établies dans l'ADT.

Les membres du comité de pilotage du projet CCLME, après avoir remercié la consultante pour le travail présenté, ont demandé d'approfondir les analyses sur cette question de gouvernance surtout au niveau national avant celui régional. C'est ainsi qu'ils ont recommandé une meilleure appropriation de travaux sur la gouvernance au niveau national en vue de les intégrer dans un document régional d'orientation sur la gouvernance du CCLME.

## 2.7. Rapports des pays sur les Comités Interministériels Nationaux (CIN)

27. Le Sénégal, la Gambie, la Guinée et la Guinée Bissau ont informé les participants de la mise en place de leur CIN respectifs. Parmi ces quatre pays membres, trois (Sénégal, Gambie et Guinée) ont déjà organisé la première réunion de leur CIN dont les résultats préliminaires ont fait l'objet d'une présentation de la part des Coordinateurs Nationaux Techniques du CCLME dans ces pays. La Guinée Bissau de son côté a déjà commencé la préparation de la première réunion de son CIN qui aura lieu probablement d'ici fin Mars 2014.

28. Les représentants des autres pays membres du projet ont fait des interventions orales pour donner des explications sur le niveau d'avancement et/ou des raisons de blocage de la mise en place des Comités Interministériels Nationaux (CIN) dans leur pays respectifs. Le Maroc a souligné l'existence d'un Conseil Supérieur de Sauvegarde des ressources halieutiques qui va jouer le même rôle que le CIN dans le pays. Quant à la Mauritanie et le Cap-Vert, les participants ont été informés que la mise en place des CIN dans ces deux pays sont encore confrontées à certaines démarches administratives qui sont en cours de résolution. Encore une fois, il a été rappelé à l'attention des pays que les CIN ou leur équivalent sont la cheville ouvrière de la concertation entre les différents départements des différents pays et doivent refléter la vision de tous ces départements ministériels.

## 2.8. Aperçu sur des activités des partenaires dans la zone du CCLME

29. Le Directeur de l'Unité de Coordination du PRCM a présenté succinctement les activités de son Partenariat au cours de 12 derniers mois. Mr Ahmed Senhoury a précisé que l'organisation du 7<sup>ème</sup> Forum régional côtier et marin a été la principale activité du PRCM et que le plan d'actions de la troisième phase du PRCM s'étendra jusqu'à la fin de l'année 2016. Il a en outre exprimé une bonne appréciation de sa collaboration avec le projet CCLME qui vient d'organiser un Side Event lors du 7<sup>ème</sup> forum et a soutenu la participation de plusieurs représentants des pays.

30. Mr Mohamed Ould Abidine Ould Mayif, Expert Environnement Marin et Pêches de l'Université de Nouakchott a procédé à la présentation du Projet PARTAGE (**Projet d'Appui à la Gestion des Pêches Artisanales Transfrontalières**) au nom du Mr Mika Diop, Coordinateur dudit projet. Ce projet qui a démarré en janvier 2008 est mis en œuvre par l'UICN et connaît la mobilisation de plusieurs partenaires techniques et financiers tels que le CCLME avec le projet de Démonstration portant sur la Cogestion transfrontalière des espèces côtières migratrices qui sont importantes pour les pêches artisanales (mulet, serre, maigre commun). La collaboration entre le projet PARTAGE et le projet de Démonstration n°3 du CCLME a permis l'atteinte de certains objectifs communs, notamment l'acquisition des connaissances sur les pêcheries concernées et traduites en informations utiles pour faciliter le processus d'élaboration des projet de plans d'aménagement des pêcheries du mulet en Mauritanie et au Sénégal. Mr Ould Mayif a souligné que des activités sont proposées dans la cadre d'une seconde LoA entre la FAO et l'UICN-Mauritanie, en cours de validation.

31. Le Représentant de UICN/Wetlands International Afrique (WIA) a fait une présentation sur l'état de mise en œuvre des activités du projet de Démonstration n°5 portant sur l'élaboration d'un plan de conservation des mangroves et activités pilotes de restauration des écosystèmes de

mangroves. Il a rappelé que l'objectif global est de faire ratifier la charte mangrove et mettre en œuvre les actions pilotes de réhabilitation des écosystèmes de mangrove à l'échelle de la zone CCLME. Il a rappelé la proposition de faire arrimer la charte mangrove sous forme de protocole additionnel à la Convention d'Abidjan et ce dans le but de lui donner un caractère plus contraignant qu'une simple charte de bonnes pratiques. Cette proposition a été discutée par les membres du Comité de Pilotage lors de sa 3<sup>e</sup> session. Pour cela, un consultant a été recruté pour proposer les voies et moyens permettant de transformer la Charte en protocole additionnel. Ce consultant a déjà rencontré les différentes parties concernées et produit une note méthodologique afin d'atteindre cet objectif.

32. L'IEO a présenté son Programme de recherche sur le benthos dans la zone CCLME et quelques résultats préliminaires dans le cadre de sa participation dans les campagnes écosystémiques conduites par le CCLME. La responsable de ce Programme à l'IEO a précisé que les recherches ont surtout porté (notamment à partir de 2008) sur l'étude des écosystèmes benthiques (épi et endofaune). En plus, l'IEO développe un programme de renforcement des capacités institutionnelles des Institutions de recherche de la région CCLME et ce en procédant à la formation de jeunes chercheurs dans le domaine du benthos. Cette équipe de l'IEO prévoit l'élaboration d'un Catalogue sur la biodiversité des invertébrés benthiques de la région CCLME, d'une carte de '*hot-spots*' et les Ecosystèmes Marins Vulnérables (EMVs) et des Guides d'invertébrés marins. Pour la réalisation de ces activités, des demandes de financement ont été soumises à la Fondation MAVAV, l'Agence Espagnole de Coopération et l'Agence de coopération de la Galice.

33. Mme Merete Tandstad a fait une présentation au compte du projet EAF-Nansen. Elle a précisé que ledit projet est en période de transition entre 2012 et 2014 avant la planification d'une nouvelle phase dont l'objectif sera que « le personnel de la recherche halieutique et des administrations des pêches dans les pays participant à la gestion durable de leurs pêcheries ». Mme Merete a aussi souligné qu'un nouveau navire est en cours de construction dans ce cadre. Le nouveau programme qui débutera à partir de 2016 continuera à soutenir les pays en développement dans leurs efforts pour mettre en œuvre l'approche écosystémique des pêches et contribuera aussi à renforcer les capacités de gestion des pêches avec les Organisations Régionales de Pêches (ORP) en tant que partenaires privilégiés. Le futur projet/programme sera élargi pour inclure la pollution et la variabilité du climat et le changement des facteurs majeurs et autres contraintes, et doit contribuer au programme sur le changement climatique global attendu : la surveillance des océans autour de pays en développement, et le N/R Fridtjof Nansen en tant que plate-forme des Nations Unies pour les observations marines.

### **3. Plan de travail révisé 2010-2016 : résultats et activités planifiées**

#### **3.1. Présentation du projet de Plan de travail de l'année 2014 du CCLME**

34. Mr Birane Sambe a présenté le projet de plan de travail du CCLME pour l'année 2014. Il faut préciser que ce plan tient compte de la recommandation de l'évaluation à mi-parcours du projet CCLME pour le prolongement dudit projet pour une année supplémentaire. La réunion a noté l'importance des activités du plan de travail annuel et a demandé à l'URC de renforcer la collaboration avec les partenaires pour la mise en œuvre des activités planifiées en 2014.

35. La réunion a adopté le plan de travail 2014 avec le budget requis pour sa mise en œuvre. Ce plan de travail est présenté en détail à l'Annexe 4.

### **3.2. Date et lieu de la prochaine réunion du Comité de Pilotage**

36. Le Comité de Pilotage a noté deux propositions d'invitation venant de la Mauritanie et de la Guinée pour l'organisation de sa prochaine réunion. Il a été demandé à l'URC de suivre l'évolution des conditions pratiques d'organisation d'une telle réunion en collaboration avec les deux pays afin de choisir en toute connaissance de cause le pays le plus apte à accueillir la prochaine réunion du Comité de Pilotage du CCLME. La date et le lieu définitif seront proposés par l'URC.

### **3.3. Adoption du rapport de la réunion**

37. La réunion a adopté les conclusions et recommandations de cette quatrième réunion du CP. Il a été aussi décidé que le rapport complet de la réunion soit communiqué aux différents membres pour d'éventuelles observations.

### **3.4. Clôture de la réunion**

38. M. Sambe a rappelé que c'est la première fois que la réunion du Comité de Pilotage a duré 3 jours, ce qui a permis des débats approfondis sur des questions importantes pour le projet en particulier l'ADT. Il a remercié tous les membres du Comité de Pilotage, la FAO, le PNUE ainsi que les partenaires qui continuent de coopérer très efficacement avec le projet.

39. Mme Merete Tandstad a remercié au nom de la FAO tous ceux qui ont fourni des contributions dans le développement de l'ADT ainsi que les sous-processus. Elle a rappelé que les objectifs ne pourraient être atteints sans la conjugaison des efforts des personnes concernées, notamment les points focaux et Coordonnateurs Techniques Nationaux ainsi que les CIN. Elle a remercié la présidente et le vice-président pour la qualité des débats et la conduite professionnelle des travaux de la présente réunion.

40. Mme Kelly West, Task Manager International Waters (PNUE), a aussi remercié tous les participants pour le niveau des débats et a loué la qualité des travaux présentés. Elle considère que l'évaluation à mi-parcours a été une étape importante car elle a permis de ressortir les insuffisances pour les surpasser et que le document de l'ADT a enregistré une avancée significative. Elle a fait noter que des informations issues des activités prévues en 2014 pourraient enrichir l'ADT notamment les travaux programmés dans le cadre de la composante 3, mais aussi par la contribution des Etats. Mme West a ensuite rappelé que la COP de la Convention d'Abidjan se tiendra en mars 2014 en Afrique du Sud et a invité les pays et le projet CCLME à y participer pour assurer une plus grande visibilité de leurs travaux.

41. Les membres du Comité de Pilotage ont tenu à remercier les autorités Gambiennes pour l'accueil chaleureux et des efforts louables pour l'organisation de cette 4<sup>e</sup> session.

42. La Présidente a tenu à féliciter la FAO, le PNUE et l'URC CCLME pour le succès de l'organisation de cette quatrième réunion du Comité de Pilotage. La réunion a été clôturée à 13:00, ce jour 04 Décembre 2013.

## Abbreviations

AFD	French Development Agency (Agence Française de Développement)
ATLAFCO	African States Bordering the Atlantic Ocean
CCLME	Canary Current Large Marine Ecosystem
CECAF	Fishery Committee for the Eastern Central Atlantic
EAF	Ecosystem Approach to Fisheries
FAO	United Nations Organization for Food and Agriculture
GCLME	Guinea Current Large Marine Ecosystem
GEF	Global Environment Fund (Fonds pour l'Environnement Mondial)
GOOS-Africa	Africa Global Ocean Observing System (IOC-UNESCO)
IEO	Spanish Institute of Oceanography (Instituto Español de Oceanografía)
IMR	Institute of Marine Research (Norway)
IMROP	Mauritanian Institute for Oceanographic and Fisheries Research (Institut Mauritanien des Recherches Océanographiques et des Pêches)
INRH	National Institute of Fisheries Research (Morocco) (Institut National de Recherche des Ressources Halieutique (Maroc)
IOC-UNESCO	Intergovernmental Oceanographic Commission (IOC) of the United Nations Educational Scientific and Cultural Organization (UNESCO)
IRD	Institute of Research for Development (Institut de Recherche pour le Développement)
IUCN	International Union for the Conservation of Nature
LME	Large Marine Ecosystem (Grand Écosystème Marin)
MAVA	MAVA Foundation for Nature
M&E	Monitoring and Evaluation Suivi et Evaluation
NCU	National Coordination Unit (of the CCLME project)
NIC	National Inter -ministry Committee (of the CCLME project)
NPFP	National Project Focal Point (of the CCLME Project)
NGO	Non Governmental Organization (ONG)
NOAA	National Oceanic and Atmospheric Administration (USA)
NTC	National Technical Coordinator (of the CCLME project)
PARTAGE	The Project « Support to the Management of Artisanal Fisheries » (Projet d'Appui à la Gestion des Pêches Artisanales)
PRAO	West African Regional Fisheries Project (Projet Régional des Pêches en Afrique de l'Ouest)
PRCM	Regional Partnership for Marine and Coastal Conservation in West Africa (Partenariat Régional pour la Conservation de la Zone Côtière et Marine en Afrique de l'Ouest)
RCU	Regional Coordination Unit (of the CCLME project)
SAP	Strategic Action Plan
SC	Steering Committee (of the CCLME project)
SIDA	Swedish International Development Cooperation Agency
SRFC	Sub-Regional Fisheries Commission (Commission Sous-Régionale des pêches –CSRP)
TDA	Transboundary Diagnostic Analysis
UCAD	University Cheikh Anta Diop of Dakar (Université Cheikh Anta Diop de Dakar)



UNEP	United Nations Environment Programme
------	--------------------------------------



## **Conclusions and recommendations of the fourth Steering Committee (SC) Meeting of the project « Protection of the Canary Current Large Marine Ecosystem – CCLME »**

**02-04 December 2013 , Banjul, The Gambia**

The CCLME Project Steering Committee:

1. Congratulates the RCU for the transmission of the working documents prior to the Steering Committee meeting.
2. Congratulates the RCU for the presentation of the reports of the working groups, of the report on the CCLME projects of demonstration which shows the state of progress of the project and highlights the work carried out between the sessions of November 2012 and 2013.
3. Recommends to the RCU to ensure effective dissemination of the working groups reports, of the technical workshops and other project documents to the Focal Points and Technical coordinators of the countries members of the CCLME project.
4. Recommends focusing on the human resources available in the CCLME region for the work of consultations related to the CCLME project activities.
5. Congratulates Senegal, the Gambia and Guinea for the organization of the first meeting of their National Inter-ministry Committees (NIC) in their countries and stresses the importance and the need to put in place these National Inter-ministry Committees in other countries of the CCLME project as soon as possible.
6. Notes the existence of a Superior Council for Safeguarding Fishery Resources in Morocco which could play the role of NIC in the country.
7. Recommends to explore the possibilities of integrating analyzes of governance at the national level in CCLME regional guidance on governance document.
8. Invites the project to the processing of the data of the ecosystem surveys as soon as possible to integrate their results into the TDA.
9. Appreciate the financial and technical contribution made by EAF-Nansen to strengthen CCLME activities, including within the framework of the projects of demonstration on 'Sustainable management cross-border, ecosystem pelagic shared stocks in the North-Western area of Africa', the capacity building of member countries and scientific surveys.

10. Appreciates the contribution of the IEO (Spain) to the realization of the scientific activities of the CCLME, including the conduct of studies on the benthos and the sediment in the framework of ecosystem surveys.
11. Recognizes the importance of the role of other partners for the achievement of the objectives of the project and thanks them for their technical and financial support.
12. Asks the RCU to support the requests of member States for the implementation of national activities under the project.
13. Congratulates the RCU for the preparation of the first draft of the Transboundary Diagnosis Analysis (TDA) document of the CCLME project and requests its presentation within the NICs of the countries through their Focal Points and Technical Coordinators. National He was asked to always involve national expertise for the finalization of the document.
14. Recommends that the TDA document integrates the lessons from other regions and that it is translated into French before being put into circulation in the different countries which must have sufficient time for its analysis and thus avoid any precipitation.
15. Approves all the recommendations of the mid-term evaluation of the CCLME project carried out in April-June 2013 including the extension of the project of 1 year as suggested by the mission and endorsed by the FAO headquarters
16. Approves the 2014 work plan with the budget proposed by the RCU.
17. Recognizes the existence of a regional problem of cadmium and recommends that the RCU make a state of the art to guide future necessary actions.
18. Encourages collaborations between CCLME scientists and those in the North for joint publications on the works carried out under the project, particularly relating to scientific surveys.
19. Recommends an efficient participation of research institutions of the CCLME countries in the transatlantic survey on the study of seamounts.
20. Thanks the authorities of the Republic of the Gambia for the warm hospitality of this fourth Steering Committee meeting in Banjul and all amenities which have benefited the participants.
21. Thanks Mauritania and Guinea for their proposal to host, depending on the evolution of the practical conditions of organization, the next CCLME Steering Committee meeting for which the exact date and finally selected country will be announced at the appropriate time by the RCU in consultation with other countries and partners.

## 1. Organization

### 1.1. Opening ceremony of the meeting

43. The opening ceremony of this fourth meeting was chaired by Her Excellency Mrs Fatou GAYE, Minister of the Environment, Parks and Wild life of the Republic of the Gambia and recorded the following speeches hereunder.

44. Mr. Abou Bamba thanked on behalf of UNEP everyone for the effort to participate in this fourth CCLME Project Steering Committee Meeting. He was pleased with the progress of the activities of the project in general and with the component 3 in particular which has experienced a satisfactory level of achievement in recent years. UNEP will spare no effort to consolidate these gains. He stressed that the establishment of the National Inter-Ministry Committees (NIC) in the CCLME countries will facilitate the process of integration of the CCLME project in these countries and thus, allow a better accompaniment. To this end, he invited the representatives of countries which don't yet have a CIN to establish these structures quickly in order to participate more actively in the dynamic that is built around the CCLME project.

45. Mrs. Perpetua M. KATEPA-KALALA, FAO Resident Representative in the Gambia has, on behalf of Dr. José Graziano da Silva, Director General of FAO, thanked the Gambian authorities for the welcome and the amenities granted to participants. She stressed the importance of this fourth CCLME Project Steering Committee Meeting, which is expected to review the results of the project and the status of the development of the TDA, main product of the project. It will also be an opportunity to analyse the work plan for the coming year. She thanked the Gambian authorities for the support provided in the implementation of the project and the organization of this fourth session of the Project Steering Committee.

46. Mrs. Farmah F. Sosseh Rallou, Deputy Secretary General, representing his Excellency the Minister of Fisheries and of Water Resources of the Republic of the Gambia, welcomed and wished a pleasant stay to all participants in Banjul. She underlined the fact that the CCLME is a major project of the country in its strategy of sustainable management of exploited marine resources adopting the ecosystem approach to fisheries especially in developing countries whose implementation requires the combination of the efforts of all partners and that without this collaboration, it would be difficult to achieve the objectives of the project. This is why Mrs. Farmah F Sosseh Rallou expressed her appreciation for the financial, human and material support that FAO, UNEP and all other partners continue to bring, in the common effort of conservation and protection of marine and coastal resources within the countries members of the CCLME project.

47. Her Excellency Mrs Fatou GAYE, Minister of the Environment, Parks and Wildlife, on behalf of the Gambian Government, praised the holding of the 4th CCLME Steering Committee meeting in Banjul and welcomed participants in the Gambia. She highlighted the complexity of this ecosystem and the relevance of the participatory approach adopted by the project due to the diversity of the interventions it suffers. That promotes agreements at the regional level that will enable the countries to adopt a coordinated approach to address cross-border issues in different countries that share this

marine and coastal environment. This collaborative approach is probably the best way to improve the health of this ecosystem. She, in her turn, expressed the thanks of the Government of the Gambia to FAO and UNEP as GEF agency for the implementation of this project, and encouraged the Regional Coordination Unit of CCLME to continue with the good cooperation with the national representatives.

48. Honourable Fatou GAYE, Minister of the Environment, Parks and Wildlife, after having wished every success in the works, declared open the fourth Steering Committee meeting of the project on the Protection of the Canary Current Large Marine Ecosystem.

## **1.2. Introduction of participants**

49. The participants were invited to introduce themselves. The meeting brought together representatives from seven countries participating in the CCLME project (Cape Verde, Gambia, Guinea, Guinea-Bissau, Mauritania, Morocco and Senegal). Representatives of two GEF agencies of CCLME (FAO and UNEP) and the Secretariat of the Abidjan Convention also took part in the meeting. Representatives of the project partner organizations attended the meetings as observers. That is: the Spanish Institute of Oceanography (IEO), the Intergovernmental Oceanographic Commission of UNESCO, the Regional Partnership for Marine and Coastal Conservation in West Africa (PRCM), the International Union for the Conservation of Nature in Senegal. The list of participants is attached in annex 1.

## **1.3. Election of Chair and Vice-chair**

50. Mrs. Azza Cheikh Ould JIDDOU, Director of the Management of Resources and Oceanography (DARO) and Focal Point of Mauritania was unanimously elected new Chairperson of the Steering Committee of the CCLME project. Mr NAHADA Victorino, Director of the Center of Investigation for Artisanal Fisheries (CIPA) in Guinea Bissau was elected as Vice-Chairperson of the Steering Committee. Mr. Aboubacar Sidibé and Khallahi Brahim, respectively responsible for Marine living resources and fisheries component and Biodiversity habitat and water quality component, of the Regional Coordination Unit (RCU) of the CCLME were the rapporteurs.

## **1.4. Information on the programme**

51. The Regional Project Coordinator informed participants that the meeting would be conducted in plenary. The first part (day 1) was devoted to the presentation of the progress of the project, results of the various working groups reports of the CCLME and the activities carried out in the framework of the Demonstration Project of the CCLME between the two Steering Committee meetings. The second part (day 2) focused mostly on the presentation of the first draft of the Transboundary Diagnostic Analysis document, **the recommendations of the mid-term evaluation report of the CCLME** and the activities of the partners of the project in the CCLME area; the third part (day 3) was essentially devoted to the presentation and approval of the 2014 work plan of the CCLME project. The Steering Committee meeting was held in French and English with a simultaneous translation service.

## **1.5. Adoption of the workshop agenda**

52. The proposed agenda was unanimously adopted by all the participants to the meeting. It is joined in Annex 2.

# **2. Project implementation and status**

## **2.1 Progress report of the CCLME project (November 2012-November 2013)**

The project "Protection of the Canary Current Large Marine Ecosystem"  
Le projet "Protection du grand écosystème marin du courant des Canaries"

53. The Chairperson invited the Regional Coordinator of the project to introduce the report of the State of progress of the activities since the third meeting of the Steering Committee

54. The Regional Coordinator indicated that a document describing the activities carried out was prepared and circulated in advance to the participants. He reviewed the 2013 work plan adopted by the Steering Committee in November 2012 to indicate the status of realization of each of the planned activities.

55. These activities have concerned particularly the organization of meetings of the working groups (WG) on which is based the project to achieve its objectives. The following working groups meetings were held during the previous year: the second meeting of the Biodiversity, Habitat and Water Quality Working Group, the first meeting of the Socio-economic and Trade Working Group, the fourth meeting of the Ecosystem Survey Planning and Analysis Working Group. The reports of all the working groups are available on the web site of the project. He also evoked the workshops organized in the context of the projects of demonstration and indicated that more detailed presentations would present the results of the activities.

56. The CCLME has developed a fruitful partnership with the organizations and agencies active in the region. It includes: IEO, PRCM, IUCN, IMR in addition to the Institutions of research and administrations of the countries members of the CCLME.

57. The Steering Committee congratulated the Regional Coordinator for the work undertaken and asked all the countries to collaborate harder with the RCU. He urged countries to nominate their representatives in the various working groups, to participate actively in the activities of such groups and to respect their commitments in order to avoid delays in the implementation of the activities of these groups which, in turn, could delay the overall implementation of the CCLME project

## **2.2. Presentation of CCLME Working Groups reports**

58. The report of the second meeting of the Biodiversity, Habitat and Water quality Working Group (BHWQ), held in Banjul (Gambia) from 12 to 14 March 2013 was presented by Mr. Khallahi Brahim of the RCU of CCLME. This meeting was organized under the theme "CCLME marine and coastal habitats: a major issue of a large marine ecosystem". The objectives of this meeting were: 1. The description of the types of coastal and marine habitats in the CCLME area; 2. The establishment of the modalities of cooperation between the IEO and representatives of countries for the conduct of the study "development of georeferenced data base and production of regional maps on the habitats and biodiversity"; and 3. The information of the members of the BHWQ Working Group on the of demonstration project n ° 5 of the CCLME " Ratification of a regional mangrove conservation action plan and implement pilot mangrove restoration» and the status of its implementation. This meeting saw the broad participation of the countries but also with other partners and representatives of active projects in the field of biodiversity and habitats in the CCLME region. Representatives of each country presented communications relating to the subject. These communications have highlighted the great potential that Habitats contain in the CCLME region. These coastal as well as marine habitats are characterized by their great biological diversity and their wealth. Thus, sites of biological and ecological interests were defined. They include the mouths of rivers or other waterways, lagoons, bays, Islands, coral reefs. The mangroves, particularly prolific ecosystems, constitute an essential element of these habitats. This abundance of habitats explains the proliferation of marine protected areas in the CCLME region.

59. Some of these habitats have effects at the national, regional and even international level and are thus classified as 'heritage' of humanity. Information needs necessary to document maps on biodiversity and habitats were identified and discussed. The members of the Working Group became aware of the status of the demonstration project and were able to visit the sites of mangrove reforested within this framework.

60. The report of the fourth Ecosystem Survey Planning and Analysis Working Group meeting, which was held from 24 to 27 September 2014 in Dakar (Senegal), was presented by Mr. Aboubacar Sidibé of the RCU of CCLME. The purpose of this fourth Working Group meeting was to present the situation on the analyses carried out and the results obtained to date, to define strategies (scientific collaboration, timeline and budget) to adopt and to finalize the remaining analysis of data from the five scientific surveys carried out in the framework of the CCLME. He presented the list of data and samples collected during the surveys and the level of treatments carried out by different institutions of research responsible for the analysis. The preliminary results are very encouraging and some of them are already used in the context of the preparation of the Transboundary Diagnostic Analysis (TDA) document of the CCLME project. Furthermore, Mr. Sidibé said that during this fourth meeting of the Working Group, participants consolidated and adopted at a first reading, the guidelines for the use and management of the data collected during the regional scientific surveys carried out under the CCLME. The purpose of these guidelines is to ensure that the data collected are properly and efficiently managed and stored, and that the analysis undertaken by the collaborating (national and international) institutions are used for the benefit of countries and objectives of CCLME and EAF-Nansen projects and in particular for the preparation process of the TDA and SAP documents. The Working Group recommended submitting the Document to the 4th Steering Committee meeting of the CCLME project, for a second reading and for endorsement by its members.

61. The reports of the CECAF/FAO working groups on the Status of pelagic and demersal fishes in the CCLME area were presented by Mrs. Merete Tandstad from the Fisheries and Aquaculture Resources Use and Conservation Division of FAO. Overall, the results of assessments made between 2011 and 2013 confirm the findings of the prior assessments that are to say that the majority of pelagic and demersal stocks in the countries of the CCLME area are either overfished or fully exploited. For overfished stocks, it is advisable to reduce the fishing effort (compared to the last year of reference) and for fully exploited stocks, it is recommended that fishing effort does not exceed its current level. Furthermore, the need for the improvement of databases of scientific and commercial fisheries for the stock assessments and also for understanding between these marine resources and their environment was specified. In this context, it was strongly recommended to apply the precautionary approach when there are uncertainties regarding any assessment on stocks.

62. The report of the first meeting of the Socio-economic and Trade Working Group, held in Dakar (Senegal) from 16 to 18 September 2013 was presented by Mr. Khallahi Brahim of the RCU of the CCLME. The objectives of this meeting are: 1. contribute to the TDA document of the CCLME by providing complementary information in Socio-economics; 2. support the project in different socio-economic studies (such as the one relating to the valuation of goods and services of CCLME ecosystem and the one planned on the issues of policies related to the trade of fishery products); and 3. identification of issues and priorities, such as the listing of a reduced number of socio-economic indicators for the analyses at the regional level. The presentations made by the members of the working group indicate that the fisheries sector plays a social and economic role in CCLME countries. It thus brings a significant contribution to the different GDP and budget revenues of these States and also to export revenues. The fisheries sector is also a major provider of jobs. It generates significant wealth and provides quality animal protein for people.

63. In order to take into account the socio-economic indicators in the fisheries sector in the TDA document of the CCLME project, the Group has proposed to group them into 4 sets of factors: 1.



economic growth (contribution to GDP, employment, income from fisheries agreements, fees, exports and imports, AV); 2. food security and nutrition (consumption / capita, calorie intake, intake nutrients, coverage rate of domestic demand); 3 sustainable livelihoods (contribution of fisheries in the diversification of livelihoods, number of vulnerable persons, persons living below the threshold of poverty, migrants, etc-, income level); and 4. importance of cultural aspects. Similar studies were suggested in other sectors concerned by the ecosystem, namely tourism, agriculture, livestock, market gardening, salt production, extraction of sand, oil exploitation, shipping and industries. The review of the results of the 'preliminary study on the evaluation of goods and services of the ecosystem of the CCLME' was an opportunity to provide further information, but also to provide guidance for its improvement.

### 2.3. Presentations of the reports on the implementation of CCLME Demonstration Projects

64. For each demonstration project, the activities carried out between November 2012 and December 2013 as well as those planned in the short term were presented. These are the following projects:

- Demonstration Project n° 1: Sustainable transboundary management of pelagic stocks shared in North West Africa in accordance with the ecosystem approach. We must remember that the activities of this Demo project are implemented in close collaboration with the SRFC as part of a memorandum of understanding between this institution and FAO. The main activities carried out during this period concerned: (i) the survey on the study of the reproduction of pelagic fishes from 1 to 24 May 2013 (EAF-Nansen, CCLME), (ii) the continuation of the work to fill major knowledge gaps, and to support the participation of scientists in joint surveys and trainings, and (iii) the organization of two regional workshops (with countries, FAO, EAF-Nansen and CCLME) from 12 to 14 February 2013 in Nouakchott, Mauritania, and from 27 to 30 May 2013 in Casablanca, Morocco. The first regional workshop, held in Nouakchott, allowed to have a technical discussion for the validation of the document on the strategic orientation plan for the sustainable exploitation of small pelagic fishes encompassing both the strategic vision (regional policy document) and guidelines for a regional action plan. The second workshop, held in Casablanca, allowed carrying on the risk assessment (validation of the list of priority issues and development of operational objectives) for the development of a regional management plan for the small pelagic fishes, following the Ecosystem Approach to Fisheries approach (EAF) in North West Africa. In terms of activities planned in the short term, the organization of the following are planned (i) a third regional workshop, early in January 2014, for the finalization of the process, including the development of operational objectives and a regional preliminary action plan proposal for the collaborative management fisheries of small pelagic fishes following the Ecosystem Approach to fisheries and (ii) a training course (to be planned very early in 2014) - Introduction to methods of acoustic surveys (EAF-Nansen/CCLME).
- Demonstration Project of n°2: Reduction of the impact of coastal shrimp trawling by the decrease in by-catch rate and management changes. Two main activities were conducted during the period under this Demo project: (i) drafting of a summary report of the available up-to-date information on discards, by-catches and the impacts of coastal trawling of shrimps on the ecosystem (and their underlying mechanisms) in the CCLME area, and (ii) the organization from 20 to 21 March 2013 in Dakar (Senegal) of the regional workshop for the development of a standard methodology for recording by-catches and releases on board commercial fishing vessels, including shrimp trawlers in

West Africa and updating of the work plan for the Demonstration Project n° 2 of CCLME. For the activities planned in the short term, the Demo project must select the trawlers, train observers and set up a survey to collect data on the field using observer teams and the developed standard methodology. Then, the data collected on the ground will be analyzed to prepare an assessment report to be transmitted to the concerned managers of trawlers as well as other stakeholders.

- Demonstration Project n°3: Transboundary co-management of migratory coastal species important to artisanal fisheries (mullet, meagre, Bluefish). The activities of this demonstration project are implemented within the framework of a collaboration between CCLME and the PARTAGE project of IUCN Mauritania. Among the activities carried out during the reporting period, the following should be noted (i) the finalization of the report on biological field studies, the stock assessment and understanding of the migration of resources, (ii) the final closing of the LoA No. PR 47275 (LoA1) between IUCN Mauritania (PARTAGE project) and FAO, (iii) the elaboration of draft Terms of References (TOR) and the composition of the multinational Commission for the preliminary regional cooperation framework, and (iv) the ongoing development of the draft of the second LoA (LoA2). We should also note the organization, from 17 to 18 April 2013 in Nouakchott (Mauritania), of a sub-regional workshop to discuss the results of the study on "The Evaluation of the benefits of benthopelagic coastal fisheries, their distribution and the identification of ways and means to sustainably improve these benefits". The main activity planned in the short term is the finalization of the second LoA (LoA2) and its signature between FAO and IUCN-Mauritania (PARTAGE project) for the effective implementation of the related activities (organization of the scientific Working Group for stock and fisheries assessment of the concerned benthopelagic fisheries and proposal of activities for the implementation of the draft Fisheries Management Plans). The organization of communication and awareness-raising sessions in countries on the methods identified by the study to improve profits for coastal benthopelagic fisheries and their products is also planned.
  
- Demonstration Project n°4: Use of Marine Protected Areas (MPAs) as tools for Multiple Resource Management Benefits. This Demo Project carried out the following activities: (i) finalization of the terms of reference of the MPA-fisheries Regional Multidisciplinary Working Group and proposal of its composition, (ii) design and testing of a methodology for participatory evaluation and follow-up on two MPA pilot sites (Kayar in Senegal and Tanbi in the Gambia) in July-September 2013, (iii) and the organization from 8 to 10 October 2013 in Dakar (Senegal) of a regional validation workshop on the methodology for the participatory evaluation and follow-up of resources and demersal fisheries on the pilot sites and identification of the steps to follow for the development of guidelines for co-management regimes in the MPAs important to fisheries. In terms of planned activities in the short term, it was specified to (i) make the restoration of the results of the tests of the methodology on the ground as well as an executive summary of the methodology of participatory monitoring and evaluation including the results of the restitution, (ii) to publish under the format of a technical paper on the methodology of participatory monitoring and evaluation (iii) to carry out a study-analysis of available information on the systems of co-management in the MPAs of the sub - region, (iv) to deepen the analysis on one of the selected sites to identify gaps and needs for support to improve co-management of the MPAs in relation with fisheries, and (v) to identify support activities that may be initiated by the CCLME in the sites concerned.

- **Demonstration Project of n°5: Development of mangrove conservation plan and pilot activities of mangrove ecosystems restoration.** The activities of this project are implemented mainly by Wetlands International Africa (WIA) and IUCN but also by WCMC under collaboration agreements. In addition to the completion of several studies, trainings on mangrove reforestation techniques were conducted in the Gambia and Guinea-Bissau. Similarly forty hectares of mangrove have been rehabilitated to date in these two countries. The process of transformation of the Mangrove Charter into an additional protocol of the Abidjan Convention to give it a more "binding" character has started with the recruitment of a consultant who has already started his consultations with the various parties concerned in preparation for COP11 planned in March 2014 in South Africa. A validation of the spatial distribution of the mangrove tool has been developed. It presents a map of the distribution of the mangrove in the coastal regions of the CCLME. The appropriation of this tool by potential users will allow its update and especially its application in the management of these ecosystems. A video showing its features was produced for the users.

Following these presentations the members of the Steering Committee stressed their appreciation for the work achieved despite certain difficulties encountered on the ground and encouraged the RCU of the project to intensify efforts for the effective implementation of the activities planned in the short term within the time allowed. However, they asked the RCU further involve other CCLME countries so-called 'associated countries' in the activities of various Demonstration Projects in addition to the countries that are directly concerned by such Demonstration Projects. This will allow sharing experiences and consolidating the regional character of the results to be obtained from these Demonstration Projects.

#### **2.4. Presentation of the draft Transboundary Diagnostic Analysis (TDA) document of the CCLME project.**

65. Mr. Birane Sambe, CCLME Regional Project Coordinator made a detailed presentation of the development process of the TDA document. He recalled that this document is one of the more important product of the project. In his presentation, Mr. Sambe said that the role of a TDA is to identify, quantify and prioritize transboundary environmental concerns, identify their immediate, intermediate and underlying causes and identify specific practices, sources, places and sectors of human activity where the issue of the degradation of the environment arises. The TDA is designed to be an objective assessment that uses the best scientific and local expertise available. He recalled the strategy of development of the TDA Document which is based on the realization of ecosystem surveys, constituted working groups, workshops of the demonstration projects, and various other sources. Mr. Sambe specified that a modular approach was adopted for the synthesis and the updating of knowledge and other information on the Canary Current Large Marine Ecosystem, i.e. productivity, pollution and ecosystem health, fishery resources and fisheries, socio-economics and governance. Major cross-border problems in the CCLME area related to the decline of marine living resources, degradation of habitat and the decline of the water quality have been addressed by the TDA. The priority areas of future interventions in the framework of this transboundary diagnostic analysis will involve regional cooperation and/or governance, sustainable and adaptive marine resources management that is ecosystem based, and adaptation to climate change.

66. Upon the presentation of the draft TDA document, the members of the Steering Committee of CCLME congratulated the RCU for the work done. However, they recommended focusing on the use of human resources on the CCLME area in the various topics addressed in the document and made comments and suggestions for the continuation of the development process. Thus, it was requested to take into account the relatively recent information and data in some countries (case of Mauritania for capture of sea-fishing and effort data), for the update of the results presented. The Steering Committee has also suggested the French translation and dissemination of the TDA document at the level of the NICs or their equivalents in the project countries.

## **2.5. Presentation of the recommendations of the mid-term evaluation report of the CCLME project**

67. Ms. Merete Tandstad from the Fisheries and Aquaculture Resources Use and Conservation Division of FAO, presented the recommendations of the mid-term evaluation of the CCLME project carried out in April-June 2013. She recalled that the report had been internally disseminated in FAO, UNEP and to the Member countries of the CCLME project for comments and observations. The members of the Steering Committee took the time to review each of the recommendations before their adoption. For example for the recommendation n° 3 *"provide more substantial means of work to national structures, in accordance with the co-financing commitments, so that they can contribute more effectively to the TDA-SAP process. This could consist of unloading the persons concerned (NFP and CTN) of some common tasks related to their responsibilities within their regulatory administrations and/or compensate them for the extra work generated by the project"*, the Steering Committee has, for the sake of the sustainability of the activities, decided that means should be allocated on the basis of action plan, to national structures (NTC and NFP). The Steering Committee has accepted all elements of this recommendation as well as those of all other recommendations (see annex 3).

## **2.6. Presentation of the draft on the guidance of CCLME governance**

68. A draft guidance Document on the governance of the CCLME was presented by Mrs. Ariella d'Andrea, legal consultant. She recalled, that this guidance document, developed in the framework of a consultation, tries to analyse the actual governance frame of the CCLME area, based on the mandates, the scope and the members of the various institutions, to identify gaps and duplications, to identify alternatives to multilateral agreements in order to have a framework to deal with cross-border priorities established in the TDA. The CCLME Project Steering Committee members, after having thanked the consultant for this work, asked to deepen the analysis on this issue of governance especially at the national before the regional level. Therefore, they recommended a better understanding of the work on governance at the national level to integrate them into a regional guidance document on the governance of the CCLME

## **2.7. Reports of the countries on National Inter-ministry Committees (NIC)**

69. Senegal, the Gambia, Guinea and Guinea-Bissau informed participants on the establishment of their respective NIC. Among these, three countries (Senegal, Gambia and Guinea) have already organized the first meeting of their NIC whose preliminary results were the subject of a presentation on the part of the National Technical Coordinators of CCLME in these countries. Guinea Bissau for its part has already started the preparation of the first meeting of its NIC which will be held probably by the end of March 2014.

70. The representatives of the other member countries of the project have made oral interventions to give explanations on the progress and/or the reasons blocking the establishment of the National inter-Ministry Committees (NIC) in their respective countries. Morocco stressed the

existence of a Superior Council for Safeguarding Fishery Resources who will play the same role as the NIC in the country. As for Mauritania and Cape Verde, the participants were informed that the establishment of the NIC in these two countries still faced certain administrative procedures that are underway to be resolved. Once again, it was brought to the attention of countries that the NICs or their equivalent are the linchpin of the consultation among the various departments in different countries and should reflect the vision of all these ministerial departments

## **2.8.Overview of the activities of the partners in the CCLME area**

71. The Director of the Coordination unit of PRCM briefly presented the activities of its partnership during the past 12 months. Mr. Ahmed Senhoury stated that the organization of the 7th regional coastal and marine Forum had been the main activity of the PRCM and the action plan of the third phase of the PRCM will extend until the end of the year 2016. In addition, he appreciated its collaboration with the CCLME project that had just organized a Side Event during the 7th forum and supported the participation of several country representatives.

72. Mr. Mohamed Ould Abidine Ould Mayif, Marine Environment and Fisheries Expert of the University of Nouakchott presented the project PARTAGE (The Project “**support to the Management of Artisanal fisheries**”) on behalf of Mr. Mika Diop, Coordinator of the project. This project which started in January 2008 is being implemented by IUCN with the technical and financial mobilization of several partners such as the CCLME through the Demonstration project relating to the transboundary co-management of migratory coastal species of importance to artisanal fisheries (Mulletts, bluefish and meagre). The collaboration between the project PARTAGE and the Demonstration Project n ° 3 of CCLME allowed to reach some common objectives, including the acquisition of knowledge about the fisheries concerned and their translation into useful information to facilitate the process of drafting the plans for fisheries management of the Mule in Mauritania and Senegal. Mr. Ould Mayif pointed out that activities are proposed in the context of a second LoA between FAO and the IUCN Mauritania, which are being validated.

73. The representative of IUCN/Wetlands International Africa (WIA) presented the progress of the implementation of the Demonstration Project\_No. 5 focusing on the development of a mangrove conservation plan and pilot activities of mangrove ecosystems restoration. He recalled that the overall goal is to have the Charter of mangrove ratified and implement the pilot actions of rehabilitation of mangrove ecosystems across the CCLME area. He recalled the proposal to tie down the Mangrove Charter in the form of an additional protocol to the Abidjan Convention and this in order to give it a more binding character than a simple Charter of good practices. This proposal was discussed by the members of the Steering Committee at its third session. To that end, a consultant was hired to propose ways and means to transform the Charter into an additional protocol. This consultant has already met with different stakeholders and produced a methodological note in order to achieve this objective.

74. IEO presented its Programme of research on the benthos in the CCLME area and some preliminary results obtained through its participation in the ecosystem surveys conducted by the CCLME. The Manager of this program in IEO said that researches mainly focused (including from 2008) on the study of the benthic ecosystems (epi and infauna). In addition, IEO is developing an institutional capacity building program for institutions of research of the CCLME region, and this through the training of young researchers in the field of the benthos. This team of IEO is planning to develop a Catalogue on the biodiversity of benthic invertebrates of the CCLME region, a map of 'hot-spots' and the Vulnerable Marine Ecosystems (VMEs) and Guides of marine invertebrates. For the

realization of these activities, applications for funding have been submitted to the MAVA Foundation, the Spanish Cooperation Agency and the Agency for the cooperation of Galicia

75. Mrs. Merete Tandstad made a presentation on behalf of the EAF-Nansen project. She specified that the project would be in a period of transition between 2012 and 2014 before the planning of a new phase which objective will be that "staff of fisheries research and the administrations of the fisheries in the countries participate in the sustainable management of their fisheries". Mrs. Tandstad also pointed out that a new ship is being built in this framework. The new programme which will start in 2016 will continue to support developing countries in their efforts to implement the ecosystem approach to fisheries and will also help to strengthen the capacity of fisheries management with the Regional Fisheries Organizations (RFO) as privileged partners. The future project/programme will be expanded to include pollution and climate variability and change of major factors and other constraints, and must contribute to the programme on global climate change expected: monitoring of the oceans around developing countries, and the N/R Fridtjof Nansen as the platform of the United Nations for marine observations.

### **3. 2010-2016 revised work plan: results and planned activities**

#### **3.1. Presentation of the 2014 draft work plan of CCLME**

76. Mr. Birane Sambe presented the draft CCLME work plan for the year 2014. It should be noted that this plan takes into account the recommendation of the mid-term evaluation of the CCLME project to extend the project for another year. The meeting noted the importance of the activities of the annual work plan and asked the RCU to strengthen the collaboration with partners for the implementation of the activities planned in 2014.

77. The meeting adopted the 2014 work plan with the budget required for its implementation. This work plan is presented in detail in Annex 4

#### **3.2. Date and place of the next Steering Committee meeting**

78. The Steering Committee noted two proposals of invitation from Mauritania and Guinea for the Organization of its next meeting. The RCU was requested to follow the evolution of the practical conditions for the organization of such a meeting in collaboration with the two countries, to choose in full knowledge of the cause the country best able to host the next CCLME Steering Committee meeting. The final date and venue will be proposed by the RCU.

#### **3.3. Adoption of the report of the meeting**

79. The meeting adopted the conclusions and recommendations of this fourth SC meeting. It was also decided that the full report of the meeting be circulated to members for any comments

#### **3.4. Closing of the meeting**

80. Mr. Sambe recalled that it was the first time that the Steering Committee meeting had lasted 3 days, which allowed in-depth discussions on important issues for the project in particular the TDA. He thanked all the Steering Committee members, FAO, UNEP, together with partners who continue to cooperate very effectively with the project.

81. Mrs. Merete Tandstad thanked on behalf of FAO all the contributors to the development of the TDA as well as sub-processes. She recalled that the objectives could not be achieved without the combination of the efforts of the persons concerned, including the national Focal Points and Technical Coordinators as well as the NICs. She thanked the Chairperson and Vice-Chairperson for the quality of the debates and the professional conduct of the work of this meeting

82. Mrs. Kelly West, Task Manager International Waters (UNEP), also thanked all participants for the level of discussions and praised the quality of the works presented. She considers that the mid-term review was an important step because it has helped to highlight the deficiencies to surpass them and that the TDA document has registered significant progress. She noted that the information from planned activities in 2014 could enrich the TDA including the works planned under component 3, but also through the contribution of the States. Mrs. West recalled that the COP of the Abidjan Convention will be held in March 2014 in South Africa and invited countries and the CCLME project to participate to ensure greater visibility of their works.

83. The members of the Steering Committee thanked the Gambian authorities for the warm welcome and commendable efforts for the organization of this 4th session.

84. The Chairperson congratulated FAO, UNEP, and the RCU of CCLME for the success of the organization of the fourth meeting of the Steering Committee. The meeting was closed at 13:00, on 04 December 2013.

## Annexe 1 : List of Participants – Liste des Participants

### COUNTRY REPRESENTATIVES – REPRESENTANT PAYS

#### CAPE VERDE - CAP VERT

M. Hortencio LIMA  
Technicien supérieur  
Direction générale des pêches  
Cap Vert  
Tel : (00238) 9989651/2615506/2613758  
Email: [hortenciolima@hotmail.com](mailto:hortenciolima@hotmail.com);  
[hortencio.lima@dgpescas.gov.cv](mailto:hortencio.lima@dgpescas.gov.cv)

Tel:(00220) 99 44 789/ 79 44 789  
Email: [emmbye@yahoo.co.uk](mailto:emmbye@yahoo.co.uk)

M. Manding SAIDYKHAN  
MOFWR  
Banjul, The Gambia  
Tel:+220 9987675  
E-mail: [manding9@yahoo.com](mailto:manding9@yahoo.com)

#### THE GAMBIA - GAMBIE

Mme Ndey Sireng BAKURIN  
PFNP du Projet CCLME  
Ag.Executive Director and GEF Focal Point  
National Environment Agency  
Jimpex Rd. Kanfing  
Banjul ,The Gambia  
Tel: 220 4399424, 9979978  
E -mail:  
[ndeyb@ganet.gm](mailto:ndeyb@ganet.gm);[ndeyb@hotmail.com](mailto:ndeyb@hotmail.com)

Mme Farmah F SOSSEH RALLOU  
MOF GM  
Email: [Fsosseh@yahoo.com](mailto:Fsosseh@yahoo.com)

#### GUINEA - GUINÉE

M. Aboubacar YOULA  
PFNP du Projet CCLME  
Chef de la Section Gestion des Zones Côtières  
au Centre de Protection Environnementale du  
Milieu Marin et de Zones Côtières (MEEFDD)  
BP 3118 Conakry  
Tél : (00224) 60278894, 62692125  
Email : [abbyoul2008@yahoo.fr](mailto:abbyoul2008@yahoo.fr)  
cc: [thephilerichard@yahoo.fr](mailto:thephilerichard@yahoo.fr)

Mme Anna Mbenga CHAM  
Fisheries Department  
Banjul, The Gambia  
Tel:(+220) 9930170/7888170  
Email:anna\_mbengac@hotmail.com

M. Elhadj Sankoumba DIABY  
CTN du Projet CCLME  
Inspecteur général adjoint du Ministère de la  
Pêche et de l'Aquaculture  
Ministère des Pêches et de l'Aquaculture  
Guinée  
[Tel:\(00224\) 621 11 69 79/ 655 46 95 66](tel:+224621116979)  
Email : [sankdiaby@yahoo.fr](mailto:sankdiaby@yahoo.fr)

M. Famara DARBOE  
6, Marina Parade – Banjul  
Tel:(220) 9830711/6313375  
Email: darboefams@yahoo.com

#### GUINEA-BISSAU - GUINÉE-BISSAU

M. Victorino NAHADA  
PFNP du Projet CCLME  
Directeur CIPA  
Centro de Investigação Pesqueira Aplicada  
Av Amilcar Cabral CP 102 Bissau  
Cel : +245 6630158 / +245 590 0280  
Email : [via\\_nahada@yahoo.fr](mailto:via_nahada@yahoo.fr)

Mme Agi Awa KAIRA  
NEA  
Tel: +220 7948892  
Email: [aakaira@yahoo.com](mailto:aakaira@yahoo.com)

M. Abdoulie SAWO  
Department of Parks and wildlife management  
The Gambia  
Email: [abdoulies@gmail.com](mailto:abdoulies@gmail.com)  
Tel: +220 3508007

M. Ebou Mass MBYE  
Fisheries Department  
Banjul, The Gambia

#### MOROCCO - MAROC

Mme Fatima Zohra HASSOUNI  
PFNP du Projet CCLME



Chef du service de la gestion et de l'aménagement des ressources  
Division des ressources halieutiques  
Département de la Pêche Maritime  
476 – Agdal – Rabat / MAROC  
Tél: +212 5 37 688121/22  
Fax: +212 5 37 68 80 89  
E-mail: [hassouni@mpm.gov.ma](mailto:hassouni@mpm.gov.ma)  
Cc : [elktiri@mpm.gov.ma](mailto:elktiri@mpm.gov.ma)

M. Salah Ben CHERIFI  
CTN du Projet CCLME  
Attaché de direction, chargé de la coopération et des relations extérieures  
Institut National de Recherche Halieutique (INRH)  
Tel.: +212 5 22 22 08 63  
Fax: +212 5 22 26 69 67  
Mobile: +212 61 22 28 44  
Email: [benchrifi@inrh.ma](mailto:benchrifi@inrh.ma)  
[bencherifi1979@gmail.com](mailto:bencherifi1979@gmail.com)

M. Omar ETTAHIRI  
Institut National de Recherche Halieutique (INRH)  
Chef Unité de Recherche et Développement en Océanographie  
Bd Sidi Abderhamanne, Casablanca 20030 Maroc  
Tél +212 522 940771  
+212 522 940695  
Fax +212 522 940678  
fax +212 522 266967  
GSM +212 (0)661934229  
Email : [ettahiri@inrh.ma](mailto:ettahiri@inrh.ma)

Mme AZZA Ahmed Cheikh Jiddou  
PFNP du Projet CCLME  
Directrice de l'Aménagement des Ressources et de l'Océanographie (DARO)  
Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime  
Nouakchott, Mauritanie  
Tel : +222 529 13 39 / 529 54 41  
Port : (+222) 224 21 007  
Email : [azzajiddou@yahoo.fr](mailto:azzajiddou@yahoo.fr)

M. Mohamed Mahfoudh Ould TALEB SIDI  
CTN du Projet CCLME  
Chercheur, IMROP  
B.P.22 Nouadhibou, Mauritanie  
Tel : +222 6815055, +222 6970006  
Fax : +222 574 5081  
Email : [mahfoudht@yahoo.fr](mailto:mahfoudht@yahoo.fr)

M. Mohamed Ould Abidine Ould Mayif  
Expert Environnement Marin et Pêches  
Univ. de Nouakchott  
Mauritanie  
Tél: + 222 22430335  
Email: [mamayif@yahoo.fr](mailto:mamayif@yahoo.fr)

#### **SENEGAL - SENEGAL**

M. Babacar MBAYE  
CTN du Projet CCLME  
Planificateur  
Direction des Pêches Maritimes  
1, Rue Joris - BP : 289 Dakar  
Tél 33 823 01 37  
Fax 33 821 47 58  
Mobile : +221 77 251 67 39/76 133 27 45  
Email : [mbayebabacar57@yahoo.fr](mailto:mbayebabacar57@yahoo.fr)

#### **MAURITANIA-MAURITANIE**

#### **REPRESENTATIVES FROM CCLME GEF AGENCIES AND RCU- REPRESENTATS DU CCLME, DES AGENCES FEM ET DE L'URC**

**FOOD AND AGRICULTURE ORGANIZATION OF THE UNITED NATIONS (FAO) –  
ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE (FAO)**  
Mme Merete TANDSTAD  
Fishery Resources Officer

Marine and Inland Fisheries Service (FIRF) of the Fisheries and Aquaculture Resources Use and Conservation Division  
Fisheries and Aquaculture Department  
The Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO)  
Viale delle Terme di Caracalla

00153 Rome  
Tel: + 39 0657052019  
Fax: +39 0657053020  
Email: [merete.tandstad@fao.org](mailto:merete.tandstad@fao.org)

**FAO Gambia**

Mme Perpetua KATEPA-KALALA  
FAO Representative in The Gambia  
Email : [Perpetua.KatepaKalala@fao.org](mailto:Perpetua.KatepaKalala@fao.org)

**UNITED NATIONS ENVIRONMENT  
PROGRAMME (UNEP) -PROGRAMME DES  
NATIONS UNIES POUR L'ENVIRONNEMENT  
(PNUE)**

M. Abou BAMB  
Regional Coordinator  
Abidjan Convention Secretariat  
Division of Environmental Policy  
Implementation (DEPI)  
United Nations Environment Programme  
(UNEP)  
c/o ONUCI-HQ  
Ancien Hôtel Sebroko  
08 PO Box 588 Abidjan 08  
Côte d'Ivoire  
Tel: +225 20 233 522/+225 02 71 87 81  
Fax: +225 20 233 391  
Email: [abou.bamba@unep.org](mailto:abou.bamba@unep.org)

Mme Kelly WEST  
Task Manager International Waters  
Division of GEF Coordination (DGEF)  
United Nations Environment Programme  
(UNEP)  
PO Box 30552-00100. Nairobi, Kenya  
Tel : +254 20 762 4147  
Email : [kelly.west@unep.org](mailto:kelly.west@unep.org)

M. Romain CHANCEREL  
UNEP/Abidjan Convention  
Marine and coastal ecosystem officer  
Email: [Romain.chancerel@unep.org](mailto:Romain.chancerel@unep.org)  
tel: +225 22 41 88 59  
Skype: Romain Chancerel

**SRFC - CSRP**

M. Babacar BA  
Commission Sous Régionale des Pêches  
Email: [babacar.ba@spsrpf.org](mailto:babacar.ba@spsrpf.org)

**CCLME RCU – URC CCLME**

M. Birane SAMBE  
Coordonnateur Régional de Projet  
Unité Régionale de Coordination (URC) du  
CCLME  
5<sup>e</sup> étage Immeuble Kazem,  
41 avenue Georges Pompidou  
BP 3300 Dakar, Sénégal  
Tel : + 221 33 842 34 00  
Email : [birane.sambe@fao.org](mailto:birane.sambe@fao.org)

M. Aboubacar SIDIBE  
Responsable de la thématique Ressources  
Marines Vivantes  
5<sup>e</sup> étage Immeuble Kazem,  
41 avenue Georges Pompidou  
BP 3300 Dakar, Sénégal  
Tel : + 221 33 842 34 00  
Email: [Aboubacar.Sidibe@fao.org](mailto:Aboubacar.Sidibe@fao.org)

M. Khallahi BRAHIM  
Responsable de la thématique Biodiversité,  
Habitat et qualité de l'eau  
Unité Régionale de Coordination (URC) du  
CCLME  
5<sup>e</sup> étage Immeuble Kazem,  
41 avenue Georges Pompidou  
BP 3300 Dakar, Sénégal  
Tel : + 221 33 842 34 00  
Email : [Khallahi.Brahim@unep.org](mailto:Khallahi.Brahim@unep.org)

Mlle Ndèye Fatou TAMBA  
Assistante administrative  
Unité Régionale de Coordination (URC) du  
CCLME  
5<sup>e</sup> étage Immeuble Kazem,  
41 avenue Georges Pompidou  
BP 3300 Dakar, Sénégal  
Tel : + 221 33 842 34 00  
Email : [fatou.tamba@fao.org](mailto:fatou.tamba@fao.org)

Mme Ariella D'ANDREA  
Consultante Juriste  
Via Sebino 11,  
00199 Rome, Italie  
Tel:+39 06 85357428/ +39 335 66 17 886  
Skype: ariella.dandrea  
Email: [ariella.dandrea@gmail.com](mailto:ariella.dandrea@gmail.com)

**REPRESENTATIVES OF INTERNATIONAL PARTNER INSTITUTIONS – REPRESENTANT DES INSTITUTIONS PARTENAIRES INTERNATIONALES**

**INSTITUT ESPAGNOL D'OCÉANOGRAPHIE (IEO)- SPANISH INSTITUTE OF OCEANOGRAPHY (IEO)**

Mme Ana RAMOS  
Responsible for the IEO project on Benthos and Ecosystem research in the CECAF Area  
Instituto Español de Oceanografía  
Cabo Estai, Canido  
36200, Vigo (Pontevedra)  
Tel: +34 986 492111  
Fax: +34 986498626  
Email: [ana.ramos@vi.ieo.es](mailto:ana.ramos@vi.ieo.es)  
[www.ieo.es](http://www.ieo.es); [www.bentart.es](http://www.bentart.es)

**IOC AFRICA /IODE UNESCO**

M. Anis DIALLO  
Gestionnaire du CNDO- SN  
ODINAFRICA/IODE-UNESCO  
Tel : 77 631 15 95  
Email: [anisml.diallo@gmail.com](mailto:anisml.diallo@gmail.com)

**INTERNATIONAL UNION FOR CONSERVATION OF NATURE (IUCN) – UNION INTERNATIONALE DE CONSERVATION DE LA NATURE (UICN)**

**TRANSLATORS -INTERPRETES**

Mme Fatimata TALL DIEYE  
Interprète de conférence, Membre de l'AIC  
(Association Internationale des Interprètes de Conférence/Genève)  
Tel:+22177-639-31-92 (Mobile)  
Tel :+22133-822-07-13/ 18 (Off )  
Tel :+22133-822-48-74 (Fax)  
Email : [diamitall2002@yahoo.fr](mailto:diamitall2002@yahoo.fr)

**JOURNALISTS-JOURNALISTES**

M. Baboucar CISSE  
GRTS  
tel: +220 9822126

M. Abdoulie NYOKH  
The point  
Tel: +220 7486786

M. Amadou Matar DIOUF  
Coordonnateur des programmes  
Bureau UICN Dakar Sénégal  
Email: [matar.diouf@iucn.org](mailto:matar.diouf@iucn.org)  
Tel : +221 77 566 63 72

**PARTENARIAT REGIONAL POUR LA CONSERVATION DE LA ZONE COTIERE ET MARINE EN AFRIQUE DE L'OUEST (PRCM)- REGIONAL PARTNERSHIP MARINE AND COASTAL CONSERVATION IN WEST AFRICA(PRCM)**

M. Ahmed SENHOURY  
Directeur  
Unité de Coordination du PRCM  
S/C UICN Mauritanie  
Avenue Charles De Gaulle  
Nouakchott, BP : 4167  
Mauritanie  
Tél : + 222 529 09 77  
Fax : + 222 524 18 69  
Email : [ahmed.senhoury@iucn.org](mailto:ahmed.senhoury@iucn.org);  
[prcm@iucn.org](mailto:prcm@iucn.org)

M. Mamsait JAGNE  
Conference Services Consultant  
1, Lamin Wayeto,  
Lamin Village  
The Gambia  
Tel: 00220 9904108

**Annexe 2. Agenda / Ordre du jour**

<b>JOUR 1 –DAY 1 : 2 décembre 2013</b>	
<b>1. Organization of the Meeting - Organisation de la Réunion</b> 1.1. Opening ceremony – Cérémonie d’ouverture 1.2. Introduction of participants - Présentation des participants 1.3. Election of Chair, Vice-chair - Election du Président, Vice-président 1.4. Information on work schedule – Informations sur le programme 1.5. Adoption of the workshop agenda - Adoption du l’ordre du jour de l’atelier 1.6 Group photograph – Photo de groupe	09.30 – 10.30
<b>2. Project implementation and status – Mise en œuvre du projet et statut</b>	10.30 – 11.00
<i>Coffee break – Pause café</i>	11.00-11.30
<b>3. Overview of CCLME project activities to date - Aperçu des activités du projet CCLME entreprises :</b> 3.1. <i>Report of the Biodiversity habitat and water quality working group - Rapport Groupe de travail Biodiversité, Habitat et qualité de l’eau</i> 3.2. <i>Report of the working group on the planning and analysis of ecosystem surveys – data policy -Rapport du Groupe de travail CCLME sur la planification et l’analyse des campagnes écosystémiques- politique de partage des données</i> 3.3. <i>Report of the Working Groups on stock status (pelagics, demersals) - Rapports des Groupes de travail sur l’état des stocks (pélagiques et démersaux)</i> 3.4. <i>Socio-economy and Trade Working group – Rapport du Groupe de Travail Socio-économie et commerce-</i>	11.30 – 13.00
<i>Lunch break – Pause déjeuner</i>	13.00 – 15.00
<b>4. Reports on the status of implementation of the CCLME Demonstration Projects/ Présentation des rapports sur la mise en œuvre des projets de Démonstration du CCLME</b> Demo Project n°1 / Projet de démo n°1 Demo Project n°2 / Projet de démo n°2 Demo Project n°3/ Projet de démo n°3	15.00 – 16.30
<i>Coffee break – Pause café</i>	16.30- 16.45
<b>5. Reports on the status of implementation of the CCLME Demonstration Projects/ Présentation des rapports sur la mise en œuvre des projets de Démonstration du CCLME</b> Demo Project n°4 / Projet de démo n°4 Demo Project n°5 / Projet de démo n°5	16.45 – 17.30
<b>JOUR 2 – DAY 2: 3 décembre 2013</b>	
<b>1. Report on the Draft TDA- Présentation du draft TDA</b>	9.00 – 10.00

2. <b>Presentation of recommendations of the mid-term evaluation report - Présentation des recommandations du rapport sur l'évaluation à mi-parcours</b>	10.00 -10.30
<i>Coffee break – Pause café</i>	10.30 -11.00
3. <b>Presentation of the report on governance- Présentation du rapport sur la gouvernance</b>	11.00-12.00
4. <b>Country reports on National Inter-ministry Committees - Rapports des pays sur les Comités Interministériels Nationaux Discussion et suite à donner....</b>	12.00-13.00
<i>Lunch break – Pause déjeuner</i>	13.00 – 15.00
5. <b>Overview of activities of partners in the CCLME area - Aperçu des activités des partenaires dans la zone du CCLME PRCM PARTAGE UICN/WETLANDS IEO – IEO</b>	15.00-16.00
<i>Coffee break – Pause café</i>	16.00- 16.30
<b>CECAF – COPACE EAF-Nansen CSRP ATLAFCO – COMHAFAT</b> Discussion and synthesis -Discussion et synthèse	16.30 -17.30
<b>JOUR 3 – DAY 3: 4 décembre 2013</b>	
1. <b>Revised 2010-2016 Work Plan: Results and planned activities /Plan de travail révisé 2010-2016 : résultats et activités planifiées; Revised logframe /cadre logique révisé</b> 2. <b>2014 CCLME work plan, discussion and adoption – Plan de travail 2014 du CCLME Discussion et adoption du plan 2014</b>	9.00 – 10.30
<i>Coffee break – Pause café</i>	10.30 -11.00
3. <b>Date and place of the next CCLME PSC meeting - Date et lieu de la prochaine réunion du Comité de Pilotage du CCLME</b>	11.00 -13.00
4. <b>Divers -Any other business</b>	
5. <b>Closure of meeting – Clôture de la réunion</b>	
<i>Lunch break – Pause déjeuner</i>	13.00



## Annexe 3. Recommandations du rapport d'évaluation à mi-parcours du projet CCLME

Réponse de la Direction au rapport d'évaluation du Projet CCLME (GCP/INT/028/GFF)					25 juillet 2013
Recommandation de l'évaluation	Réponse de la Direction <b>Acceptée,</b> <b>partiellement acceptée</b> ou <b>rejetée</b> et commentaire sur la Recommandation	Plan de la Direction			
		Mesure à prendre	Unité responsable	Date	Financement additionnel requis (Oui ou Non)
<b>Recommandation 1</b> Etendre d'un an la durée du projet, sans augmenter le budget du projet (no-cost extension), afin de prendre en compte les retards pris dans la mise en œuvre du projet et la faible probabilité d'atteinte des résultats attendus du projet pendant les deux années restantes.	<b>Acceptée</b>  Considérant le budget limité du projet, il est jugé nécessaire de revoir les allocations budgétaires FAO et UNEP pour couvrir l'extension de 1 an.	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Préparer le plan de travail 2014 et la Révision Budgétaire (RB) FAO par FIRF.</li> <li>- Préparer le plan de travail 2014 et la Révision Budgétaire UNEP.</li> <li>- Requête d'extension du projet de 1 an sera demandée au donateur (GEF) par l'Unité GEF/FAO, <u>avec si nécessaire une augmentation du budget.</u></li> <li>- Le plan de travail et la RB seront présentés au comité de pilotage en Décembre 2013.</li> </ul>	FIRF  UNEP  TCID  FIRF/UNEP/UCP	Oct. 2013  Oct. 2013  Immédiat  Déc. 2013	Oui - Forte probabilité.
<b>Recommandation 2</b> Etablir et opérationnaliser tous les CIN, qui sont des garants du succès du projet, en s'appuyant le cas échéant sur les mécanismes existants de dialogue intersectoriel et pluri-acteurs ayant des compétences en matière de gouvernance des ressources halieutiques et de l'environnement marin et côtier (mécanismes de type CIN).	<b>Acceptée</b>  La mise en place des CIN est un défi en soit et un processus purement national bien que appuyé par le projet. Il est	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Continuer la sensibilisation et le dialogue avec tous les acteurs afin de mettre en exergue l'importance et le rôle de CIN dans le processus.</li> </ul>	UCP	Tout au long du projet pour faciliter la mise en place et appuyer le fonctionnement des CIN	Oui – surtout pour assurer un suivi plus étroit par l'UCP dans les pays (budget baby 16).

Rapport de la Première Réunion du CP CCLME

	constaté que la mission d'évaluation n'a pas proposé de recommandations explicites.				
<p><b>Recommandation 3</b> Fournir des moyens de travail plus conséquents aux structures nationales, conformément aux engagements de cofinancement, afin que celles-ci puissent contribuer plus efficacement au processus ADT-PAS. Cela pourrait consister à décharger les personnes concernées (PFN et CTN) de certaines tâches courantes liées à leurs attributions au sein de leurs administrations de tutelle et/ou à les compenser pour le travail supplémentaire engendré par le projet.</p>	<p><b>Partiellement acceptée</b></p> <p>Les moyens de travail font partie du cofinancement des pays. Les PFN et CTN peuvent effectivement contribuer davantage à travers des contrats de consultation en fonction de leur expertise et capacité technique.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Effectuer un suivi plus spécifique des cofinancements par pays et continuer à évaluer les demandes d'appuis nationaux complémentaires.</li> </ul>	UCP	Le plus rapidement possible.	Forte probabilité.
		<ul style="list-style-type: none"> <li>- Envisager la possibilité d'utiliser les capacités techniques des PFN et CTN dans le processus ADT-PAS à travers un contrat de consultation.</li> </ul>	UCP	Tout au long du projet.	Non.
		<ul style="list-style-type: none"> <li>- Continuer à encourager les pays à répondre aux appels d'offres de consultation publiés sur le site Web du projet CCLME.</li> </ul> <p>Pour un souci de durabilité des activités, le comité de pilotage décide que des moyens soient alloués, sur la base de plan d'action, aux structures nationales (CTN et PFN). Le comité de pilotage accepte tous les éléments de cette recommandation</p>	UCP	Tout au long du projet.	Non.
<p><b>Recommandation 4</b> Inviter systématiquement les points focaux du FEM aux réunions des différentes structures nationales du projet, afin de renforcer les liens entre l'administration des pêches et les institutions compétentes dans le domaine de l'aménagement du littoral et de l'environnement marin et côtier.</p>	<p><b>Acceptée</b></p> <p>Il est à noter que les Points Focaux Opérationnels du GEF ont une charge de travail assez conséquente et peuvent ne pas répondre aux</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Veiller à la mise à jour de la liste de distribution du projet incluant les nouveaux Points Focaux du GEF et les poursuivre la sensibilisation.</li> </ul>	UCP	Tout au long du projet.	Non.
		<ul style="list-style-type: none"> <li>- Au-delà de leur participation dans les CIN, inviter les Points Focaux Opérationnels du GEF aux principales réunions nationales.</li> </ul>	UCP	Tout au long du projet.	Non.
		<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rappeler aux PFN et CTN leur mission</li> </ul>	UCP	Comité de pilotage de	Non.



	<p>attentes de manière spécifique. Les Points Focaux Opérationnels du GEF font aussi partie intégrante des CIN. Par contre, l'UCP devrait s'investir davantage pour améliorer la coordination.</p>	<p>selon les ToRs adoptés du 1<sup>er</sup> Comité de Pilotage de sorte à les engager davantage dans le processus de coordination au niveau national.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Inviter les parties prenantes à identifier des actions spécifiques de collaboration et définir les responsabilités pour améliorer la collaboration intersectorielle.</li> </ul>	UCP	<p>Déc 2013.</p> <p>Tout au long du projet.</p>	Non.
<p><b>Recommandation 5</b> S'assurer que les personnes qui seront désignées au sein du GT sur le PAS soient des personnes ayant un positionnement hiérarchique élevé dans l'administration et expérimentées dans le domaine de l'élaboration de politiques publiques en relation avec la pêche ou l'environnement marin et côtier, afin de garantir la qualité et l'ancrage du processus ADT-PAS dans les sphères décisionnelles du pays.</p>	<p><b>Acceptée</b></p> <p>Il est à noter que les nominations aux divers GT sont des décisions nationales. Le projet peut influencer sur les ToRs de sorte à refléter et cibler des personnes avec des compétences éprouvées et appartenant à un certain niveau décisionnel.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Continuer à informer les pays de l'importance d'avoir des personnes compétentes et ayant un positionnement élevé dans l'administration pour faciliter la prise en considération des recommandations du GT dans le processus d'élaboration du PAS.</li> <li>- Développer des matériels de communication adéquats pour informer et influencer sur les sphères décisionnelles nationales.</li> <li>- Continuer à entretenir des contacts particuliers avec les sphères politiques des pays pour aider à une meilleure appropriation du projet au niveau politique national.</li> <li>- Suivi plus rigoureux de la part de l'UCP avec un certain nombre de pays pour assurer un ancrage plus efficace avec les hauts responsables des Ministères concernés.</li> </ul>	<p>UCP</p> <p>UCP</p> <p>UCP</p> <p>UCP</p>	<p>Immédiat.</p> <p>Tout long du projet.</p> <p>Lors de suivi des activités au niveau des pays.</p> <p>Tout au long du projet.</p>	<p>Non.</p> <p>Oui. Un réaménagement du budget pourrait être suffisant pour couvrir ces coûts spécifiques de communication.</p> <p>Non.</p> <p>Implication sur le budget voyage de l'UCP.</p>

Rapport de la Première Réunion du CP CCLME

<p><b>Recommandation 6</b> Organiser avant la tenue du prochain Comité de pilotage en fin d'année 2013, un atelier sous-régional de revue du projet à mi-parcours impliquant les différentes parties prenantes directement ou indirectement concernées et ayant pour objectif de (i) améliorer la compréhension générale du projet, (ii) faire le point de la situation concernant l'état d'avancement du projet, (iii) préciser les priorités au vu de la finalité du projet qui est de jeter les bases d'une gouvernance durable du CCLME, et (iv) clarifier la contribution de chacun des partenaires, institutions et structures de projet aux résultats attendus du projet.</p>	<p><b>Acceptée</b>  <b>Le CP accepte partiellement</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Le personnel des pays a été fortement impliqué dans le processus depuis la phase PDF-B du projet. Cependant considérant le haut degré de «turn over» du personnel dans les pays, le projet organisera une réunion back-to-back avec la prochaine réunion du Comité de pilotage pour améliorer la compréhension générale du projet en particulier l'approche mise en place pour parvenir aux résultats escomptés et repréciser les contributions attendues par les pays et les avantages attendus du processus.</b></li> <li>- <b>Une seconde réunion pourrait être envisagées au niveau de chaque pays de sorte à toucher plus de personnes. Cette réunion pourrait être organisée en marge des réunions des CIN.</b></li> <li>- <b>Une présentation unique sera préparée par l'UCP et remise aux PFN et CTN.</b></li> <li>- <b>Préparer des matériels de communication pour documenter le processus ; les responsabilités et rôles des pays, les partenaires et entités régionales ; les attentes et les résultats escomptés.</b></li> </ul>	<p>UCP/FIRF  UCP/Pays  UCP/FIRF  UCP/FIRF</p>	<p>Déc. 2013  Selon le calendrier établi pour l'organisation des CIN.  Immédiat.  Immédiat.</p>	<p><b>Oui. Un budget additionnel pourrait être nécessaire pour couvrir cette recommandation.</b>  Oui.  Non.  Oui.</p>
<p><b>Recommandation 7</b> Confirmer le lancement, dans les meilleurs délais, du processus de valorisation des données et échantillons collectés lors des campagnes écosystémiques dans le but d'alimenter le processus ADT-PAS, ainsi que cela est prévu dans le plan de travail du projet, tout en veillant à préciser les questionnements scientifiques les plus pertinents concernant le fonctionnement et l'état du grand écosystème</p>	<p><b>Acceptée</b>  <b>Cette activité fait partie du plan de travail du projet et sa mise en œuvre est en train d'être discutée pour</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Organiser la 4<sup>ème</sup> réunion du GT pour l'analyse des données des campagnes écosystémiques. Au cours de cette réunion seront identifiées les informations qui pourront être intégrés immédiatement dans l'ADT et les informations exigeants des mises à jour dans le temps. Il est également prévu de</b></li> </ul>	<p>UCP/FIRF/Pays/Partenaires</p>	<p>Sept. 2013</p>	<p><b>Probable. Une allocation budgétaire est déjà prévue dans le document de projet ; cependant il y aura besoin de fonds complémentaires qui pourraient être apportés par les partenaires. Si cela ne se vérifie pas, un budget</b></p>

<p>du Courant des Canaries, ainsi que les chaînes causales de sa dégradation, et à impliquer les structures nationales de recherche dans le traitement des données et la production de publications scientifiques dans une optique de renforcement des capacités de la recherche dans la sous-région, à travers la mise en place de partenariats scientifiques sud-sud et nord-sud.</p>	<p>initier les actions sur la base des informations et données existantes.</p>	<p>discuter la collaboration et le partenariat avec d'autres institutions et la préparation de publications scientifiques. Lors de cette réunion sera abordé les budgets nécessaires pour le traitement des échantillons.</p>			<p>additionnel sera nécessaire.</p>
<p><b>Recommandation 8</b> Accélérer les travaux d'avancement du processus d'élaboration de l'ADT-PAS tout en veillant à impliquer étroitement les structures nationales et le Forum marin et côtier :</p> <p>A) <b>ADT</b> : appuyer les travaux du GT sur l'ADT en finalisant au plus vite le recrutement d'un consultant international, en réalisant un état des lieux sur les connaissances scientifiques disponibles dans la sous-région pertinentes en vue de la préparation de l'ADT, et en appuyant la tenue d'ateliers nationaux organisés par les structures nationales, avec comme objectif de présenter une première ébauche d'ADT actualisée au prochain Forum marin et côtier qui doit se tenir avant la fin de l'année 2013</p> <p>B) <b>PAS</b> : organiser la 1ère réunion du GT sur le PAS au plus tard en début d'année 2014 et l'aider dans la réalisation de son mandat en appuyant la conduite d'études faisant l'état des lieux sur les systèmes de gouvernance des pêches et de l'environnement marin et côtier et leurs forces et faiblesses au regard de la gestion concertée des ressources transfrontalières, et en prévoyant d'appuyer la tenue de plusieurs ateliers nationaux organisés par les structures nationales et l'organisation de 'side-events' lors</p>	<p><b>Acceptée</b></p> <p>Un consultant était en train d'être recruté. L'ADT sera discutée lors de la prochaine réunion du Comité de Pilotage du projet. Le projet est en train d'évaluer la possibilité de tenir des discussions élargies notamment lors du prochain forum du PRCM.</p> <p><b>Acceptée</b></p> <p>Une étude sur les systèmes de Gouvernance est en cours de réalisation ainsi que d'autres analyses</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Présenter le brouillon du rapport de l'ADT au Comité de Pilotage et Forum marin et côtier pour commentaires afin d'améliorer le document.</li> <li>- Si nécessaire, appuyer les discussions au niveau national.</li> <li>- Constituer le GT sur le PAS et tenir la 1<sup>ère</sup> réunion.</li> <li>- Finaliser l'analyse des politiques environnementales comme suggéré lors de la 1<sup>ère</sup> réunion du GT sur la Biodiversité, Habitats et Qualité des Eaux.</li> </ul>	<p>FIRF/PNUE/Pays/Partenaires</p> <p>UCP</p> <p>UCP/FIRF</p> <p>PNUE</p> <p>PNUE</p>	<p>Déc. 2013</p> <p>Jan. 2013 – Fév. 2014</p> <p>Début 2014</p> <p>Sept. 2013</p> <p>Oct. 2013</p>	<p>Non. Budget déjà prévu dans le document de projet.</p> <p>Non. Budget déjà prévu dans le document de projet.</p> <p>Non. Budget déjà prévu dans le document de projet.</p> <p>Non. Budget déjà prévu dans le</p>

Rapport de la Première Réunion du CP CCLME

<p>des prochains Forums marins et côtiers</p>	<p>spécifiques en relation aux services écosystémiques. Une analyse des aspects commerciaux est aussi en préparation. Les résultats de toutes ces études seront disponibles pour la 1<sup>ère</sup> réunion du GT PAS.</p>	<p>- <b>La Convention d'Abidjan et le PNUE fourniront des commentaires et suggestions sur l'étude sur la Gouvernance en cours de réalisation par la FAO.</b></p>			<p><b>document de projet.</b></p>
<p><b>Recommandation 9</b> Améliorer la gouvernance du projet en agissant sur plusieurs leviers : <b>A)</b> Revoir la structure du Plan de travail du projet pour la période 2014-2016 (dans l'hypothèse de l'acceptation d'une extension du projet pour une année), en s'inspirant de la grille d'analyse utilisée dans le présent rapport (cf. Tableau 2 : Cadre de référence pour l'analyse des réalisations du projet à mi-parcours), dans un souci d'améliorer la pertinence continue du projet et sa lisibilité, et indirectement faciliter sa mise en œuvre et son suivi-évaluation - ce travail devrait également nécessiter une actualisation des indicateurs de suivi tout en tenant compte des nouveaux outils de suivi du FEM.</p>	<p><b>Partiellement acceptée</b></p>	<p>- <b>Réviser le plan de travail en incluant une extension de 1 année.</b></p> <p>- <b>Actualiser le log-frame et les indicateurs de suivi, y compris des projets de démonstration tenant compte de la proposition de cadre indiquée par la mission d'évaluation et des nouveaux outils du GEF.</b></p> <p>- <b>Développer un outil d'avancement et de suivi du projet, y inclus les actions</b></p>	<p><b>FIRF/UNEP/UCP</b></p> <p><b>UCP/FIRF et UCP/UNEP</b></p> <p><b>UCP/FIRF</b></p>	<p><b>Oct. 2013</b></p> <p><b>Déc. 2013 – Jan. 2014</b></p> <p><b>Jan. 2014</b></p>	<p><b>Oui. Probablement pour couvrir les activités complémentaires.</b></p> <p><b>Oui. Utilisation sur une base <i>ad hoc</i> d'un expert M&amp;E chargé aussi du suivi des cofinancement et du suivi des recommandations de la mission d'évaluation.</b></p> <p><b>En relation avec le point précédent.</b></p>

<p><b>B)</b> Revoir les activités prévues dans le cadre de la mise en œuvre des démos pour tenir compte de la période restante jusqu'à la fin du projet (2-3 ans maximum) et pour recentrer les efforts vers la réalisation des activités permettant de contribuer plus efficacement aux résultats attendus du projet, notamment en relation avec l'élaboration de l'ADT-PAS et le renforcement des institutions, politiques et instruments régionaux transfrontaliers existants. Des axes de travail prioritaires par démo sont proposés dans l'encadré ci-dessous.</p> <p><b>C)</b> Renforcer les capacités en personnel de l'UCR sur les aspects scientifiques de manière à permettre au CR d'accorder plus de temps à la coordination et l'animation du projet et au renforcement des partenariats et à l'UCR de répondre aux enjeux scientifiques immédiats associés au projet – deux options devront être analysées afin de permettre l'affectation d'un scientifique sénior pendant une durée de 1 an minimum, à la lumière des possibilités offertes par les procédures de la FAO : 'secondment' (prise en charge d'un personnel de projet par un pays ou institution partenaire) ou 'visiting scientist' (partenariat scientifique entre la FAO et une institution de recherche, avec partage des coûts).</p> <p><b>D)</b> Procéder aux révisions budgétaires des composantes exécutées par la FAO et par le PNUE pour tenir compte des suites qui seront données aux recommandations de la mission d'évaluation, tout en veillant à la mise en cohérence des futures lignes budgétaires avec les besoins de la planification du projet en référence à la révision du Plan de travail recommandée ci-dessus.</p>	<p><b>Partiellement acceptée</b></p> <p>Le PNUE aurait voulu obtenir plus d'information pour la mise en œuvre de cette recommandation.</p> <p><b>Partiellement acceptée</b></p> <p>Considérant la période de crise généralisée, il sera difficile d'obtenir un appui externe</p> <p><b>Acceptée</b></p>	<p><b>entreprises dans les pays</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Une revue des activités des Démos 1,2,3 et 4 est effectuée sur une base régulière en concertation avec les partenaires. Des réaménagements seront effectués pour centrer les efforts sur les résultats réalisables endéans de la durée des projets Démos.</li> <li>- En ce qui concerne le Démos 5 (sous la responsabilité du PNUE), il y a peu de marge de manœuvre pour renégocier les résultats attendus avec les partenaires (IW et IUCN).</li> <li>- Veiller à intégrer les expériences des projets Démos dans l'ADT et PAS.</li> <li>- La FAO explore et continuera à explorer la possibilité d'avoir des « secondment » avec des partenaires scientifiques.</li> <li>- Prévoir une RB tenant compte des remarques et recommandations de la mission d'évaluation. Elle sera préparée avant la prochaine réunion du Comité de pilotage sur la base du programme de travail 2014.</li> </ul>	<p>UCP/FIRF</p> <p>PNUE/UCP</p> <p>FIRF/UNEP/UCP</p> <p>FIRF/UCP</p> <p>FIRF/UCP</p>	<p>Tout au long de l'année.</p> <p>Tout au long du projet.</p> <p>Tout au long du projet.</p> <p>Oct. 2013</p>	<p>Non. Les fonds additionnels nécessaires pour certains Démos ont été trouvés auprès de partenaires.</p> <p>Non.</p> <p>Non.</p> <p>Pour accélérer le processus un recrutement pourrait s'avérer nécessaire en utilisant les fonds du projet, après accord du GEF.</p> <p>Non pour la préparation de la RB, cependant si des activités complémentaires et/ou supports techniques supplémentaires sont identifiés des fonds</p>
---	---	---	--	--	---

Rapport de la Première Réunion du CP CCLME

<p><b>E)</b> Réhabiliter la Task Force du projet de la FAO qui avait été établie lors de la phase de conception du projet, tout en étudiant la possibilité de coopter d'autres structures ou personnes ressources au sein de la FAO impliquées dans des activités liées à l'amélioration de la gouvernance des pêches et/ou de l'environnement marin et côtier.</p>	<p><b>Partiellement acceptée</b></p>	<p>- <b>La TF est existante. Sa composition a été aménagée récemment en fonction des appuis techniques et opérationnels requis. Certains membres de la TF sont sollicités de manière <i>ad hoc</i> en fonction des besoins techniques. Pour éviter des frais complémentaires, il pourrait être envisagé, si nécessaire, de tenir une réunion de la TF et bénéficier de la présence du Coordonateur du Project à travers une téléconférence.</b></p>	<p><b>FIRF/UCP</b></p>	<p><b>Tout au long du projet.</b></p>	<p>additionnels seront nécessaires.</p> <p><b>Non.</b></p>
<p><b>F)</b> Examiner les possibilités de compenser financièrement les membres de certains groupes de travail, et notamment du GT sur les changements climatiques et du GT sur la biodiversité, les habitats et la qualité de l'eau, pour les surcharges de travail liées à la rédaction des rapports, de manière à garantir la livraison de rapports de qualité et en temps opportun par rapport au calendrier de préparation de l'ADT-PAS.</p>	<p><b>Partiellement acceptée</b></p> <p><b>Cette procédure n'est pas permise par les règles du GEF et de la FAO ; et elle fait part du cofinancement à apporter par les pays. Cependant, l'utilisation de consultants nationaux sera davantage utilisée en fonction des compétences techniques</b></p>	<p>-</p> <p>-</p> <p>-</p> <p>-</p> <p>-</p> <p>-</p> <p>-</p> <p>-</p> <p><b>Continuer à utiliser dans la mesure du possible des consultants nationaux pour fournir des contributions spécifiques et analyses requises. Ce point sera discuté davantage avec FIRF et l'UCP en fonction des besoins et budgets disponibles.</b></p> <p>-</p> <p><b>L'UCP et la Convention d'Abidjan discuteront ce point compte tenu des fonds limités du PNUE.</b></p>	<p><b>FIRF/UNEP/UCP</b></p>	<p><b>Tout au long du projet.</b></p>	<p><b>Oui. Au cas où du travail substantiel est demandé aux pays, des consultants nationaux devront être recrutés par la FAO et le PNUE.</b></p>
<p><b>G)</b> Améliorer la visibilité du projet aux niveaux technique et politique dans les pays de manière à garantir une meilleure appropriation du projet</p>	<p><b>Partiellement acceptée</b></p>	<p>-</p> <p>-</p> <p>-</p> <p>-</p> <p>-</p> <p>-</p> <p>-</p> <p>-</p>	<p><b>UCP/FIRF</b></p>	<p><b>Oct. 2013</b></p>	<p><b>Oui. Cependant cela pourrait être possible à travers un</b></p>

<p>par les pays ainsi qu'un meilleur ancrage de la démarche de planification stratégique portée par le projet dans les sphères décisionnelles. Cela devrait consister à consolider la stratégie de communication du projet autour de questions clés (ex. enjeux liés à la durabilité des biens et services produits par le CCLME, bénéfices de la coopération sous-régionale dans le traitement des questions transfrontalières affectant les pays, rôle du projet dans le processus de mise en place d'une gouvernance concertée du CCLME, valeur ajoutée du projet par rapport aux initiatives menées dans les pays en relation avec l'amélioration de la gouvernance des pêches et de l'environnement marin et côtier) et de mobiliser les moyens appropriés pour la mettre en œuvre.</p> <p><b>H)</b> Poursuivre les efforts d'amélioration de la préparation des réunions du Comité de pilotage dans l'optique de donner plus de temps à l'examen des propositions de plan de travail et des actions visant à consolider les partenariats et l'ancrage de la démarche de planification stratégique dans les sphères décisionnelles des pays.</p>	<p>disponibles dans les pays.</p> <p>Acceptée</p> <p>Acceptée</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Revoir la stratégie de communication du projet et identifier des personnes ressources en communication pour appuyer le projet.</b></li> <li>- <b>Préparer des messages clés et matériels de communication ciblés en fonction des audiences, y inclus les CIN et niveau politique.</b></li> <li>- <b>Il est prévu que le chargé de communication de la Convention d'Abidjan et l'UCP discutent les modalités de préparation et soumission des documents.</b></li> <li>- <b>Distribuer le Plan de travail et budget relatif aux pays et partenaires 2 semaines avant la réunion du Comité de Pilotage du projet de sorte à permettre à ceux-ci de commenter le plan de travail avant la réunion.</b></li> </ul>	<p>UCP/FIRF/UN EP</p> <p>UCP/UNEP</p> <p>UCP/FIRF/UN EP</p>	<p>Tout au long du projet.</p> <p>Sept. 2013</p> <p>Novembre de chaque année</p>	<p><b>aménagement du budget du projet.</b></p> <p><b>Voir point précédent.</b></p> <p>Non.</p> <p>Non.</p>
<p><b>Recommandation 10</b></p> <p>Accorder plus d'attention à la durabilité des processus de planification et de gestion du CCLME encouragés par le projet afin de faciliter la future phase de désengagement du projet, en mettant l'accent sur les points suivants :</p> <p>A) Renforcement des capacités des pays dans le domaine de la recherche, avec, en plus des activités préconisées dans la recommandation</p>	<p>Acceptée</p> <p>Cet aspect est</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Mener une évaluation des besoins pour renforcer les capacités des pays. Ce point sera discuté lors de la prochaine réunion</b></li> </ul>	<p>UCP/FIRF</p>	<p>Prochaine réunion du GT et du COPACE.</p>	<p>Non. Cependant si des actions spécifiques de renforcement de capacités sont identifiées,</p>

Rapport de la Première Réunion du CP CCLME

<p>7, le lancement de réflexions sur les enjeux et les futurs axes de recherche à développer en appui à la gestion écosystémique du CCLME en prenant en compte les sciences naturelles, sociales, économiques et politiques.</p> <p><b>B)</b> Renforcement des capacités des pays à porter des démarches de plan d'aménagement par pêche compatible avec l'AEP en organisant notamment un atelier de travail sous-régional et pluri-acteurs sur les bilans et enseignements pouvant être dégagés de près de 10 années d'initiatives dans la sous-région en matière de promotion de plans d'aménagement</p> <p><b>C)</b> Poursuite des réflexions sur les arrangements juridiques et institutionnels de la future gouvernance du CCLME en considérant la légitimité des arrangements et institutions sous-régionaux existants dans le domaine de la pêche et de l'environnement marin et côtier, et en veillant à prendre en compte l'Accord de Lisbonne pour les questions liées à l'Antipol dans la zone CCLME</p> <p><b>D)</b> Consolidation des partenariats existants et développement de nouveaux partenariats avec des institutions gouvernementales et non gouvernementales concernées par la gestion des ressources transfrontalières du CCLME, et notamment la CSR, le PRCM, la COMHAFAT, l'OMVS, l'OMVG, l'AGC et l'UEMOA</p> <p><b>E)</b> Evaluation des besoins en formation dans la sous-région dans la perspective de la gouvernance future du CCLME et identification des modules et stratégies de formation à développer dans le cadre de la mise en œuvre</p>	<p><b>largement partagé.</b></p> <p><b>Acceptée</b></p> <p><b>Acceptée</b> Cette réflexion a déjà été initiée à travers l'étude sur la Gouvernance.</p> <p><b>Acceptée</b></p> <p><b>Acceptée</b> Une telle action est envisagée à travers le processus PAS.</p>	<p><b>du GT sur la planification et analyses des campagnes scientifiques.</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Explorer des opportunités de partenariat avec le projet EAF-Nansen, COPACE, CSR et autres entités pour tenir compte des expériences du passé en terme de gestion des pêches et renforcer les processus d'aménagement des pêches en incluant les principes de l'AEP.</b></li> <li>- <b>Partager les résultats de l'étude en cours de sorte à permettre de mettre en place un mécanisme de concertation pour converger vers un système qui assure une bonne gouvernance du CCLME.</b></li> <li>- <b>Revoir avec les partenaires existants le programme de collaboration pour cadrer les actions et responsabilités en vue d'atteindre les objectifs du projet.</b></li> <li>- <b>Identifier de nouveaux partenaires de la sous-région et au-delà (p. ex. CEDRE, Center for Coastal Resources, Dalahousie University, etc).</b></li> <li>- <b>Inscrire cette recommandation à l'ordre du jour de la 1<sup>ère</sup> réunion de travail sur le PAS.</b></li> <li>- <b>Evaluer les besoins en formation pour</b></li> </ul>	<p>UCP/FIRF</p> <p>UCP/FIRF/UN EP</p> <p>UCP/Partenaires</p> <p>UCP</p> <p>UCP</p> <p>UCP</p>	<p>Janv. 2014</p> <p>Déc. 2013 (Comité de Pilotage)</p> <p>Début 2014</p> <p>Début 2014</p>	<p><b>un budget complémentaire sera nécessaire.</b></p> <p><b>Oui. Des fonds complémentaires seront nécessaires. Ils pourront être apportés par les partenaires.</b></p> <p><b>Non.</b></p> <p><b>Oui. Il est nécessaire de revoir le Baby 16 (fonctionnement de l'UCP) pour couvrir les probables frais de voyages. Cela aura pour conséquence une augmentation du budget relatif au «management cost» (10%).</b></p> <p><b>Non.</b></p> <p><b>Non.</b></p> <p><b>Non.</b></p>
--	--	--	---	---	---



<p>du PAS (ex. programmes universitaires de longue durée, mécanismes de coopération Sud-Sud, formation de formateurs, développement de réseaux, etc.)</p> <p><b>F)</b> Accroissement de la participation des femmes dans les activités du projet, y compris dans les activités de formation et de renforcement des capacités.</p>	<p><b>Acceptée</b> Le projet facilitera la mise en œuvre de cette recommandation à travers une sensibilisation. L'objectif visé est d'obtenir une participation féminine de 15% avant la fin du projet. Il est à noter que les nominations sont effectuées par les pays mêmes et il n'est pas réaliste de prévoir parvenir à une parité homme-femme.</p>	<p><b>faciliter la gouvernance du CCLME et la mise en œuvre du PAS.</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Identifier des formations et institutions de formation qui pourront être soutenues par le projet et autres partenaires.</b></li> <li>- <b>Utiliser toutes les réunions organisées par le projet pour sensibiliser les pays et les partenaires sur cette recommandation.</b></li> </ul>	<p><b>UCP/Partenaires/Pays</b></p> <p><b>UCP</b></p>	<p><b>Deuxième trimestre 2014</b></p> <p><b>Tout au long du projet.</b></p>	<p><b>Oui.</b></p> <p><b>Non.</b></p>
---	--	--	--	---	---------------------------------------

## Annexe 4. Plan de travail du projet CCLME Année 2014

Composante 1 (Processus ADT/PAS): Processus et cadres régionaux pour comprendre et traiter les problèmes prioritaires transfrontaliers

Budget 2014 estimé: 682 944 US (Composante 1)

Année	Situation actuelle	2013	2014			
		4	1	2	3	4
<b>a) Accord régional sur les problèmes transfrontaliers - Analyse Diagnostique Transfrontalière (ADT)</b>						
<b>Résultat 1.1: ADT régionale</b>						
Premier Symposium international réunissant les détenteurs et utilisateurs d'informations pour identifier et valider les déficits d'informations concernant l'évaluation du Grand Écosystème Marin (GEM) et l'ADT	Complété					
Élaboration d'un plan de travail consolidé pour combler les déficits de connaissances (définition des liens entre ADT/PAS et les projets de démonstration)	Complété					
Etablissement, opérationnalisation et organisation des réunions de groupes de travail sur le processus ADT, les changements climatiques et la socio-économie et le commerce	En cours d'exécution					
GT Changements climatiques	En cours d'exécution					
GT Socio-économie et commerce	En cours d'exécution					
GT ADT	Complété					
ADT approuvé par le Comité de pilotage du projet CCLME	En cours d'exécution					
Rapport ADT préparé, publié et largement diffusé	À initier					
<b>Résultat 1.2: Site Web interactif et bases de données pour le CCLME</b>						
Conception et mise en place d'un site web du CCLME en harmonie avec l'IW-LEARN, ayant des liens avec la CSRP, la FAO, le PNUE, l'UNESCO, GOOS-AFRICA, le NEPAD, d'autres projets GEM (en particulier ceux des GEMs africains) et d'autres systèmes d'informations et bases de données.	Complété					

Maintenance du site web, les informations réunies pour le projet et générées dans le cadre du ADT/PAS sont téléchargées sur le site web.	En cours d'exécution					
<b>Année</b>	<b>Situation actuelle</b>	<b>2013</b>	<b>2014</b>			
<b>Trimestre</b>		<b>4</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>3</b>	<b>4</b>
Le site web du CCLME contribue à l'IW-LEARN	En cours d'exécution					
<b>b) Plans et cadres durables juridiques/institutionnels pour une coopération régionale dans le cadre du CCLME.</b>						
<b>Résultat 1.3: Élaboration d'un cadre régional juridique/institutionnel pour la bonne gestion du CCLME</b>						
Promouvoir des liens et dialogues entre les institutions régionales et internationales concernées (CSRP, Convention d'Abidjan, COMHAFAT, OMVS, OMVG, COPACE, ICCAT, AGC, NEPAD, BCLME, GCLME et CEDEAO) sur un cadre juridique/institutionnel pour la bonne gestion à long terme du CCLME	En cours d'exécution					
Établir des liens solides et des mécanismes de coordination entre le programme du CCLME et les programmes et initiatives importants d'autres organisations afin d'assurer des synergies (FEM ICZM, projets sur le bassin fluvial et adaptation aux changements climatiques, programmes de la Banque Mondiale, ONG, etc.)	En cours d'exécution					
Concevoir, développer et promouvoir l'adoption d'un cadre global légal / institutionnel pour la bonne gestion à long terme du CCLME résultant de la discussion avec les institutions internationales et régionales concernées	En cours d'exécution					
Favoriser et soutenir la coordination directe entre les structures nationales sur des préoccupations transfrontalières partagées	En cours d'exécution					
<b>Résultat 1.4 : Adoption du Programme d'Action Stratégique (PAS) par différents pays</b>						
Groupe de travail régional du PAS établi et opérationnel et réunions organisées	À initier					
Établissement de comités nationaux du PAS	À initier					
Formation ADT-PAS réalisée afin que le personnel national et régional s'approprie du projet back-to-back avec la première réunion du GT PAS	À initier					
Assistance technique fournie à l'équipe régionale dans la formulation du PAS	À initier					
Établir des indicateurs écosystémiques appropriés pour suivre les progrès en matière de restauration durable de la zone CCLME	À initier					
Forum Marin et Côtier de l'Afrique de l'Ouest sur l'environnement marin et côtier soutenu et élargi en Forum pour discuter et approuver le PAS	En cours d'exécution					

Année	Situation actuelle	2013	2014			
		4	1	2	3	4
Trimestre						
La participation de ministères concernés comme ceux des Affaires étrangères et des Finances au Forum est facilitée afin qu'ils considèrent les résultats de l'évaluation de l'écosystème	En cours d'exécution					
Les résultats et les expériences des projets de démonstration ainsi que la stratégie de reproductibilité sont intégrés au processus du PAS	À initier					
L'approbation ministérielle du PAS est facilitée dans chaque pays du CCLME.	À initier					
<b>Résultat 1.5: Plan de financement et d'investissement durable/plan de partenariat pour la mise en œuvre du PAS</b>						
Identifier les options permettant d'obtenir un financement durable de la gestion et du suivi des ressources dans la zone CCLME	À initier					
Identifier les options et les financements sûrs pour la mise en œuvre du PAS (y compris les ressources publiques et privées).	À initier					
Élaborer un plan de financement et d'investissements/partenariat durable et intégré pour la mise en œuvre, faisant partie du PAS.	À initier					
<b>Résultat 1.6 Etablir les liens avec les projets GCLME, Bassin du fleuve Sénégal et Biodiversité côtière du Sénégal (supprimé lors du troisième comité de pilotage)</b>						
<b>c) Participation des parties prenantes aux choix des priorités transfrontalières et à la planification stratégique.</b>						
<b>Résultat 1.7: Mise en place et fonctionnement des mécanismes régionaux et nationaux de participation des parties prenantes institutionnelles.</b>						
Création d'un Comité de Pilotage (composition déterminée) fonctionnel avec tenue de réunions (organisés en relation avec d'autres manifestations).	En cours d'exécution					
Confirmation des Points focaux et coordonnateurs techniques nationaux (ou nouvelles nominations).	Complété					
Cap Vert	Complété					
Guinée	Complété					
Guinée Bissau	Complété					
Gambie	Complété					
Maroc	Complété					

Année	Situation actuelle	2013	2014			
		4	1	2	3	4
Mauritanie	Complété					
Sénégal	Complété					
Les Comités interministériels nationaux sont confirmés avec des termes de référence mis à jour.	En cours d'exécution					
NIC Cap Verde	En cours d'exécution					
NIC Guinée ok	complété					
NIC Guinée Bissau ok	complété					
NIC Gambie ok	complété					
NIC Maroc	En cours d'exécution					
NIC Mauritanie	En cours d'exécution					
NIC Sénégal ok	complété					
Les Unités de coordination nationales (Point focal et Coordonnateur Technique) sont mises en place et sont opérationnelles pour les activités nationales et les consultations des parties prenantes.	Complété					
Formation ADT/PAS fournie aux Points focaux et coordinateurs techniques nationaux du projet	Complété					
Promouvoir le renforcement du rôle du Forum Marin et Côtier de l'Afrique de l'Ouest dans la participation des institutions régionales et nationales et soutenir la participation des institutions clefs régionales et nationales à deux forums.	En cours d'exécution					
Soutenir la participation de représentants gouvernementaux clefs et du personnel du projet du CCLME à deux Conférences biennales du FEM IW et à d'autres réunions importantes selon les besoins (y compris préparation d'une exposition sur le projet).	En cours d'exécution					

Année	Situation actuelle	2013	2014			
		4	1	2	3	4
<b>Résultat 1.8 : Mise en place et fonctionnement des mécanismes de participation des parties prenantes locales et privées</b>						
Draft sur la stratégie de communication et de participation des parties prenantes locales et privées du CCLME est rédigée et adoptée.	Complété					
L'application de la stratégie est promue et la communication des parties prenantes est garantie pendant toute la durée du projet.	En cours d'exécution					
Les approches participatives sont élaborées afin d'impliquer l'ensemble des parties prenantes à l'élaboration de plans de gestion spécifiques à certaines ressources.	En cours d'exécution					
Faire en sorte que le Forum Marin et Côtier de l'Afrique de l'Ouest se transforme en plateforme à laquelle participent les parties prenantes locales et privées et soutenir la participation de parties prenantes locales à 2 forums.	En cours d'exécution					
<b>d) Effectivité de suivi et évaluation du projet.</b>						
<b>Résultat 1.9: Mise en œuvre des processus de suivi et d'évaluation du projet.</b>						
Atelier de démarrage, mise en place du plan de travail du projet et plan de S&E.	Complété					
Revue semestrielle et annuelle des performances du projet et indicateurs de résultat.	En cours d'exécution					
Évaluation à mi-parcours	Complété					
Évaluation finale.	En cours d'exécution					

**Composante 2 (Ressources marines vivantes): Renforcement des politiques et des systèmes de gestion, basée sur l'amélioration des connaissances et les acquis obtenus à travers les projets de démonstration, afin de traiter les problèmes prioritaires transfrontaliers relatifs au déclin des ressources marines du CCLME**

Budget 2014 estimé: 1 191 366 US (Composante 2)

Année	Situation actuelle	2013	2014			
		4	1	2	3	4
<b>a) Amélioration des connaissances et des capacités de gestion pour traiter les problèmes en matière de ressources marines vivantes</b>						
<b>Résultat 2.1: Evaluation transfrontalière des problèmes prioritaires en matière de ressources marines vivantes pour le CCLME.</b>						
Identifier les informations disponibles et les principaux déficits de connaissances en relation avec les problèmes sur les ressources marines vivantes.	Complété					
Suivi par un forum de planification avec le projet FAO- AEP Nansen, pour assurer des évaluations détaillées, des campagnes, des plans de formation et d'analyse.	Complété					
Evaluations régionales sur les ressources et l'écosystème et campagnes effectuées sur toute la zone CCLME (combinaison d'évaluations à partir des données côtières et de campagnes)	Complété					
Campagne écosystémique dans la ZEE du Cap-Vert	Complété					
Campagne pélagique régionale (ZEEs: Sénégal, Gambie, Guinée Bissau, Guinée )	Complété					
Campagne écosystémique régionale n°1 (Maroc, Mauritanie, Sénégal, Gambie, Guinée Bissau, Guinée)	Complété					
Campagne écosystémique régionale n°2 (Maroc, Mauritanie, Sénégal, Gambie, Guinée Bissau, Guinée)	Complété					
Groupes de travail CCLME appropriés pour considérer et évaluer les efforts en cours en matière d'évaluation écosystémique et des campagnes afin de s'assurer que les informations sur le CCLME sont prises en compte dans l'ADT, le PAS et les plans de gestion du CCLME	En cours d'exécution					
GT Planification des campagnes et traitement et analyse des données	En cours d'exécution					
GT Evaluation des ressources pélagiques,	En cours d'exécution					
GT Evaluation des ressources démersales	En cours d'exécution					

Année	Situation actuelle	2013	2014			
		4	1	2	3	4
Trimestre						
Conduire des évaluations et études spécialisées (effets et interaction de la pollution du pétrole sur les poissons, identification des zones de frai des poissons, impacts exercés par les engins de pêche perdus ou abandonnés)	En cours d'exécution					
Campagne d'étude sur la reproduction des poissons pélagiques (Sénégal, Gambie)	Complété					
<b>Résultat 2.2: Renforcement des capacités en termes d'évaluation transfrontalière des ressources marines vivantes.</b>						
Formation des chercheurs nationaux et des organisations de recherche qui participent aux évaluations et aux campagnes sur les pêches et la productivité régionale	En cours d'exécution					
Formation des chercheurs et des instituts de recherche nationaux en évaluation des ressources et en modélisation.	Complété					
<b>Résultat 2.3: Renforcement des politiques, des instruments et de la capacité de gestion permettant de traiter les problèmes transfrontaliers prioritaires en matière de ressources marines vivantes.</b>						
Mesures de gestion des pêches dans la zone CCLME concertées sur les conditions minimales d'accès, la pêche illégale illicite non déclarée, la gestion de l'effort de pêche et la mise en œuvre de l'AEP.	En cours d'exécution					
Appuyer les pays CCLME pour le développement de politiques régionales	Complété					
Formation fournie aux institutions nationales pour traiter des problèmes transfrontalières sur les pêcheries utilisant l'approche écosystémique (en travaillant avec le projet AEP Nansen)	En cours d'exécution					
Assister les pays CCLME pour traiter la liste CITES des Espèces aquatiques selon les demandes	À initier					
Directives de gestion élaborées pour les zones de reproduction et autres habitats critiques de la pêche identifiés dans le cadre de l'évaluation des écosystèmes et des pêcheries régionales (en relation avec l'évaluation des habitats critiques sous la composante 3)	À initier					
Mesures commerciales et mécanismes de marché identifiés pour aider à la gestion durable des pêcheries et encourager les pratiques durables de pêche	À initier					
Promotion de mesures commerciales et des mécanismes de marché	À initier					
Capacité Institutionnelle et individuelle renforcée pour une participation active à l'ICCAT afin de s'assurer que les préoccupations en matière d'aménagement au niveau régional sont effectivement prises en compte	À initier					



Année	Situation actuelle	2013	2014			
		4	1	2	3	4
Trimestre						
La participation de ministères concernés comme ceux des Affaires étrangères et des Finances au Forum est facilitée afin qu'ils considèrent les résultats de l'évaluation de l'écosystème	En cours d'exécution					
<b>Résultat 2.4: Options pour des plans de gestion des stocks de poissons partagés - Les activités liées à ce résultat sont principalement couverts par les activités de résultat 2.5</b>						
<b>b) Actions de démonstrations devant permettre de traiter les questions transfrontalières prioritaires relatives aux ressources marines vivantes.</b>						
<b>Résultat 2.5: Mise en œuvre des activités retenues des Projets de démonstration liés aux ressources marines vivantes.</b>						
Mise en œuvre des activités retenues du <b>Projet de démonstration 1</b> – Gestion durable transfrontalière et écosystémique des stocks pélagiques partagés dans la zone nord ouest de l'Afrique						
<b>1. Amélioration des connaissances collectives en matière de ressources en petits poissons pélagiques, de leurs écosystèmes et de leurs interactions avec le climat</b>						
1.1. Compilation et analyse des connaissances existantes sur les petits poissons pélagiques	Complété					
1.2. Préparation par le Groupe scientifique de travail de plans devant combler les déficits de connaissance	Complété					
1.3 Combler les principaux déficits de connaissance et Appui à la participation des scientifiques aux campagnes conjointes et formations	En cours d'exécution					
1.4 Convoquer un second atelier de travail sur les petits poissons pélagiques afin de synthétiser les informations (pour finaliser le document de l'ADT)	En cours d'exécution					
<b>2. Formulation et accords sur les politiques régionales</b>						
2.1 Etudes préparatoires sur les petits poissons pélagiques (Commerce et sécurité alimentaires, stratégies MCS, faisabilité des systèmes de quotas pour les petits poissons pélagiques, études des enjeux et options)	En cours d'exécution					
2.2 Organisation en collaboration avec la CSRP d'un atelier de travail pluridisciplinaire sur les petits poissons pélagiques auquel participent à la fois des experts socio-économiques, des membres du groupe de travail scientifiques et d'autres parties prenantes	Complété					
2.3 Elaboration d'une proposition de politique sous-régionale	Complété					
2.4 Organisation d'une réunion régionale pour présenter la politique sur les petits poissons pélagiques	Complété					

Année	Situation actuelle	2013	2014			
		4	1	2	3	4
<b>3. Élaboration et accord sur au moins un plan de gestion pour un stock partagé de petits poissons pélagiques</b>						
3.1 Elaboration de plans de gestion préliminaires à travers les réunions régionales pluridisciplinaires de parties prenantes	En cours d'exécution					
3.2 Convoquer une réunion de gestionnaires régionaux pour l'adoption de plans et identifier les déficits de capacité pour leur mise en œuvre	À initier					
3.3 Exécuter un programme de renforcement des capacités basé sur les besoins identifiés.	À initier					
<b>4. Évaluation des coûts et bénéfices de l'approche conjointe</b>						
4.1 Évaluation de base des coûts et bénéfices de la gestion actuelle	À initier					
4.2 Analyse des coûts et bénéfices potentiels d'une gestion conjointe	À initier					
Mise en œuvre des activités retenues du <b>Projet de démonstration 2</b> – Réduction de l'impact du chalutage de crevettes côtiers par la diminution du taux des captures accessoires et les changements des mesures d'aménagement.						
<b>1. Évaluation des captures accessoires, rejets et impacts sur l'écosystème du chalutage côtier des crevettes; données et analyses mises à la disposition des parties prenantes</b>						
1.1. Faire une analyse préliminaire des informations disponibles sur les rejets des captures accessoires et des impacts sur l'écosystème du chalutage côtier des crevettes (et leurs mécanismes sous-jacents)	Complété					
1.2 Élaborer une méthodologie commune standard pour l'enregistrement des captures accessoires et des rejets à bord des navires de pêche commerciaux	Complété					
1.3 Sélectionner des chalutiers, former des observateurs et mettre sur pied une campagne de collecte des données sur le terrain en utilisant des équipes d'observateurs	À initier					
1.4 Analyser les données sur le terrain et préparer un rapport d'évaluation à transmettre aux gestionnaires de chalutiers et aux autres parties prenantes	À initier					
<b>2. Démonstrations sur le terrain conçues et effectuées pour tester des outils et des méthodes de pêche plus sélectifs ; les résultats sont analysés et mis à la disposition des exploitants de navires et des gestionnaires</b>						
2.1 Concevoir en consultation avec une sélection de chalutiers et de gestionnaires, un programme de démonstrations sur le terrain pour tester les différents types d'outils et pratiques de pêche sélectifs/à impact réduit	À initier					

Année	Situation actuelle	2013	2014			
		4	1	2	3	4
Trimestre						
2.2 Diriger le programme d'essais sur le terrain en utilisant la méthodologie préalablement testée pour la collecte de données sur les pêches accessoires et les rejets	À initier					
2.3 Préparer et diffuser aux parties prenantes un rapport sur les résultats des essais accompagné d'une évaluation comparative des performances et de la faisabilité des différents engins	À initier					
<b>3. Présentation des directives techniques sur les engins et les techniques de chalutage côtier des crevettes que les pays du CCLME adopteront et intégreront au PAS</b>						
3.1 Élaborer des directives techniques pour améliorer la sélectivité des chaluts de fond et réduire les impacts sur l'écosystème	À initier					
3.2 Organiser un atelier de travail régional pour discuter des résultats des recherches et rédiger des directives pour les principaux gestionnaires et les exploitants des chalutiers	À initier					
3.3 Aider à finaliser et publier les directives régionales et les recommandations politiques	À initier					
3.4 Promouvoir l'intégration des directives au PAS	À initier					
<b>4. Les coûts et les avantages des pratiques existantes et les pratiques de chalutage proposées évalués pour considération dans le processus SAP</b>						
4.1 Évaluation de base des coûts et bénéfices du chalutage côtier actuel des crevettes	À initier					
4.2 Projection des coûts et bénéfices du chalutage côtier des crevettes en utilisant des méthodologies améliorées élaborées durant le projet	À initier					
Mise en œuvre des activités retenues du <b>Projet de démonstration 3</b> – Cogestion transfrontalière des poissons pélagiques côtiers migratoires qui représentent des ressources d'importance pour les pêcheries artisanales (mulets, courbine, tassergal)						
<b>1. Amélioration des connaissances en matière de ressources pélagiques côtières et de leurs migrations</b>						
1.1 Atelier régional pour examiner les données existantes et évaluer l'état actuel des ressources et des pêches	Complété					
1.2 Études coopératives de terrain sur l'évaluation des stocks et meilleure compréhension de la migration des ressources, et des mouvements transfrontaliers	Complété					
1.3 Analyse des résultats des études de terrain	Complété					

Année	Situation actuelle	2013	2014			
		4	1	2	3	4
<b>2. Harmonisation des politiques et de la législation nationales</b>						
2.1 Examen des politiques et des législations nationales dans les pays du projet	Complété					
2.2 Élaboration des directives en matière de politique commune	À initier					
2.3 Ateliers régionaux pour présenter et s'accorder sur les directives générales	À initier					
2.4 Amendement des politiques et des législations nationales	À initier					
<b>3. Mise en place d'un cadre de coopération régionale et d'un plan de gestion transfrontalière des espèces benthopélagiques/pélagiques migratrices côtières</b>						
3.1 Organiser des missions et des ateliers de consultation nationale	À initier					
3.2 Préparer un cadre de coopération régionale préliminaire	Complété					
3.3 Organiser une réunion nationale en vue de l'adoption d'un cadre régional	À initier	?				
3.4 Organiser 3 ou 4 réunions régionales pour élaborer un plan de gestion régionale préliminaire	À initier					
3.5 Organiser une réunion des principaux gestionnaires régionaux pour étudier et adopter le premier plan de gestion devant être intégré au PAS	À initier					
<b>4. Promotion de bénéfices majeurs dans la région dégagés par les pêches, pour les pêcheurs, les conditionneurs après récolte, les commerçants et les autorités d'aménagement</b>						
4.1 Évaluer les bénéfices des pêches benthopélagiques/pélagiques côtières, leur distribution et identifier les possibilités d'amélioration et faire des recommandations	Complété					
4.2 Organiser un atelier de travail sous-régional pour débattre des résultats et adopter des recommandations relatives aux actions à prendre	Complété					
4.3 Mettre en œuvre une méthode permettant de dégager de meilleurs bénéfices pour les pêches pélagiques/benthopélagiques côtières et leurs produits	À initier					

Année	Situation actuelle	2013	2014			
		4	1	2	3	4
<b>5. Évaluation des coûts et des bénéfices de la gestion coopérative à prendre en considération pour le processus du PAS</b>						
5.1 Évaluation de base des coûts et bénéfices des accords actuels de gestion concernant les poissons benthopélagiques/pélagiques côtiers, puis adoption lors d'un atelier de travail	À initier					
5.2 Évaluation des coûts et bénéfices de la gestion coopérative en cours à la fin du projet	À initier					
Mise en œuvre des activités retenues du <b>Projet de démonstration 4</b> – Actions de démonstration par l'utilisation des Aires Marines Protégées (AMP) comme outils pour obtenir des bénéfices dans la gestion des multiples ressources						
<b>1. Évaluations participatives de la ligne de base des ressources et des pêches démersales sur les sites pilotes</b>						
1.1 Créer un groupe de travail technique multidisciplinaire sur les AMP comme outils pour la cogestion des pêches: <i>Groupe de travail régional AMP-Pêche (GT-AMP)</i> .	En cours d'exécution					
1.2 Concevoir et tester une méthodologie de d'évaluation et de suivi participatifs des pêches démersales - y compris des indicateurs biologiques, écologiques, sociaux, économiques et institutionnels - sur deux sites pilotes (Kayar, Sénégal, et Tanbi, Gambie) en capitalisant les travaux antérieurs (projet CSRP Cogestion et AMP, AMPHORE, etc.). Discuter les résultats dans un atelier sous-régional, y compris le GT-AMP, et planifier la mise en œuvre de nouvel système.	En cours d'exécution					
1.3 Restituer les résultats des tests de la méthodologie sur le terrain.	À initier					
1.4 Finaliser le résumé exécutif en incluant les résultats de la restitution et préparer une publication.	À initier					
<b>2. Élaboration de plans de conservation et de gestion des pêches démersales pilotes</b>						
2.1 Réaliser une étude-analyse documentaire des informations disponibles sur les systèmes de cogestion dans au moins cinq AMP dans la sous-région (une dans chaque pays) : <ul style="list-style-type: none"> <li>· Identifier les acteurs et les activités de l'appui à la cogestion récents et en cours dans ces sites.</li> <li>· Examiner les avantages et désavantages des systèmes existants de cogestion et comment des challenges et problèmes éventuels ont été adressés.</li> </ul>	À initier					

Année	Situation actuelle	2013	2014				
		4	1	2	3	4	
2.2	Approfondir l'analyse sur un des sites sélectionnés à travers une étude sur le terrain : · Faire une évaluation participative utilisant la méthodologie développée. · Mener des consultations participatives avec les communautés, engageant tous les groupes différents des parties prenantes (hommes et femmes), pour identifier les lacunes et les besoins d'appui pour améliorer la cogestion AMP en ce qui concerne la pêche. · Identifier des activités que pourront être entamées par le CCLME dans le site de l'étude.	À initier					
2.3	Se basant sur les tests sur le terrain de la méthodologie de l'évaluation et le suivi participatifs, identifier les besoins d'appui à Kayar et Tanbi pour adresser les lacunes que les tests ont mises en évidence. Dresser – avec les communautés – une liste des activités prioritaires à proposer au projet.	À initier					
2.4	Mettre en œuvre les activités de soutien identifiées (à travers les activités 2.2 et 2.3) dans les <u>trois</u> sites.	À initier					
2.5	À mi-parcours du projet, préparer un rapport sur les expériences et les leçons apprises et convoquer un atelier (y compris le GT-AMP) afin d'examiner l'expérience de la cogestion dans les sites pilotes et de faire des recommandations pour la poursuite des activités. <i>(Cette activité restera une option – à décider si nécessaire)</i>	À initier					
<b>3. Évaluations participatives des ressources démersales sur les sites pilotes effectuées après la mise en œuvre des systèmes de gestion et de conservation</b>							
3.1	En utilisant la méthodologie de l'évaluation et le suivi participatifs, mener des évaluations dans les trois sites pour voir les progrès (en comparant les résultats avec les tests initiaux).	À initier					
<b>4. Évaluation des coûts et des bénéfices des AMP et des systèmes de cogestion qui les accompagnent avec les directives relatives à leur reproduction dans d'autres sites</b>							
4.1	Evaluer les expériences des activités menées sous 1-3 ci-dessus et estimer les coûts et les bénéfices des régimes de cogestion que proposera le projet.	À initier					
4.2	Elaborer des lignes directrices pour cogestion AMP-pêches, intégrant l'évaluation et le suivi participatifs, dans la région CCLME (et ailleurs).	À initier					
4.3	Organiser un atelier pour valider les lignes directrices et définir des recommandations pour l'avenir.	À initier					
4.4	Préparer un rapport final du projet.	À initier					

**Composante 3: (Biodiversité, habitat et qualité de l'eau) : Renforcement des connaissances, capacités et politiques de base nécessaires à l'évaluation et à la gestion transfrontalière des habitats, de la biodiversité et de la qualité de l'eau, essentiels pour la pêche**

Budget 2014 estimé: 587 300 US (Composante 3)

Année	Situation actuelle	2013	2014			
		4	1	2	3	4
<b>Résultat 3.1: Déficiences de connaissances comblées en relation avec les habitats critiques, la biodiversité et la qualité de l'eau pour les besoins de l'ADT et du PAS</b>						
Évaluation générale et production d'un rapport détaillé sur les données et les informations y compris sur les insuffisances politiques et législatives pour le ADT et compilation des données existantes qui ont un rapport avec la pollution et la santé de l'écosystème dans la région du CCLME.	En cours d'exécution					
Réunion du GT Biodiversité, l'habitat et qualité de l'eau	En cours d'exécution					
Développement de base de données géographiques sur les habitats, la biodiversité et formation	En cours d'exécution					
Évaluation de la biodiversité importante comprenant celle des AMP et des espèces menacées présentant un intérêt mondial	En cours d'exécution					
Évaluation de l'impact des activités à terre sur l'eau et la qualité des sédiments	En cours d'exécution					
<b>Résultat 3.2: Renforcement des capacités, décisions politiques et planification du PAS: évaluation transfrontalière et gestion des habitats critiques, de la biodiversité et de la qualité de l'eau</b>						
Développement d'un plan de gestion du Grand Écosystème Marin (GEM) et de suivi des habitats critiques	À initier					
Développement d'un programme d'action régional en matière d'activités terrestres	À initier					
Développement d'un plan d'intervention pour atténuer et éviter la pollution pétrolière au large.	En cours d'exécution					

Année	Situation actuelle	2013	2014			
		4	1	2	3	4
<b>Résultat 3.3: Démonstration des mesures de réduction du stress: évaluation et gestion des habitats critiques, de la biodiversité et de la qualité de l'eau</b>						
Mise en œuvre des activités retenues du <b>Projet de démonstration 5</b> – Élaboration d'un plan de conservation des mangroves avec plusieurs activités pilotes de restauration des mangroves (en attendant le recrutement du responsable de composante thématique)						
<b>1. Ateliers et renforcement des connaissances</b>						
1.1. Réunions nationales et régionales pour la ratification de la charte sur les mangroves	À initier					
1.2 Organiser les consultations nationales entre parties concernées pour mettre en œuvre les plans d'action	À initier					
1.3 Formation et planification sur la conservation et la restauration des mangroves	Complété					
<b>2. Etudes et Campagnes</b>						
2.1. Etablissement de directives, normes et bonnes pratiques pour la surveillance des écosystèmes	Complété					
2.2. Evaluation rapide des sites sélectionnés, analyse et validation des données	Complété					
2.3 Définition d'indicateurs pour les mangroves; révision de la méthodologie d'évaluation pour les principaux écosystèmes de mangrove ; révision de méthodologie pour l'estimation des services rendus par les écosystèmes de mangrove	Complété					
2.4 Établir une ligne de base pour la séquestration de carbone (biomasse, sol, flux de carbone) et durée de stockage l'envergure pour les sites pilotes ; calcul du taux de déboisement (historique et projeté) et préparation de note de projet de REDD	En cours d'exécution					
2.5 Méthodologie d'évaluation des principaux indicateurs d'écosystème de mangrove, prenant en compte la séquestration et le stockage du carbone	À initier					
<b>3. Conservation, activités de restauration et dissémination de bonnes pratiques et activités génératrice des revenus</b>						
3.1. Établir les conditions de base dans les sites pilotes	Complété					
<b>4. Communication</b>						
4.1 Produire des outils de communication pour la sensibilisation des communautés locales	À initier					
4.2 Organiser des événements de communication pour sensibiliser les autres parties concernées (décideurs, ONG...)	À initier					